

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1946**

16 (1.3.1946)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
 Bestimmungen, Rundertasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtl. Veröffentlichungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.  
 Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration | Leitung, Redaktion, Verwaltung  
 Direction Générale de la Justice à Baden-Baden — S. P. 50 441 —

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
 Annonces légales : 3 p/q la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M  
 Amtliche Veröffentlichungen die Zeile 3 Pfg.

SOMMAIRE

INHALT

Pages

Lois, ordres et proclamations du Conseil de Contrôle en Allemagne.

Gesetze, Befehle und Proklamationen des Kontrollrates in Deutschland.

Loi No 12, en date du 11 Février 1946, portant modifications à la législation en matière d'impôts sur les revenus, sur les sociétés et sur les excédents des bénéficiers. 106

Loi No 13, en date du 11 Février 1946, portant modifications à la législation en matière d'impôts sur le capital. 113

Loi No 14, en date du 11 Février 1946, portant modifications à la législation en matière d'impôts sur les voitures automobiles. 114

Loi No 15, en date du 11 Février 1946, portant modifications à la législation en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires. 115

Ordre No 2, en date du 7 Janvier 1946, ordonnant la confiscation et la remise des armes et des munitions. 116

GESETZ Nr. 12 vom 11. Februar 1946 über Gesetzesänderung betreffend Einkommen-, Gesellschafts- und Gewinnsteuer. 106

GESETZ Nr. 13 vom 11. Februar 1946 über Gesetzesänderung betreffend Kapitalsteuer. 113

GESETZ Nr. 14 vom 11. Februar 1946 über Gesetzesänderung betreffend Kraftfahrzeugsteuer. 114

GESETZ Nr. 15 vom 11. Februar 1946 über Gesetzesänderung betreffend Umsatzsteuer. 115

BEFEHL Nr. 2 vom 7. Januar 1946 betreffend Beschlagnahme und Ableitung von Waffen und Munition. 116

Ordonnances, arrêtés et décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.

Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen des Französischen Oberkommandos in Deutschland.

Ordonnance No 34 du Commandant en Chef, en date du 10 Février 1946, concernant le recensement de tous appareils cinématographiques de prise de vues, de prise de son ou de projections. 117

Ordonnance No 35 du Commandant en Chef, en date du 10 Février 1946, concernant la détention et la remise aux Autorités Françaises des pellicules négatives ou positives, vierges ou impressionnées et de toutes copies de films de tous formats. 118

Arrêté No 37 de l'Administrateur Général, en date du 14 Janvier 1946, portant création de Régie Autonome des Transports dans chaque province. 118

Arrêté No 41 de l'Administrateur Général, en date du 5 Février 1946, réglementant l'organisation et le fonctionnement de la Direction de la Reichsbank dans la Zone Française d'Occupation. 120

VERORDNUNG Nr. 34 des Oberbefehlshabers vom 10. Februar 1946 betreffend Anmeldung aller Kinoapparate für Bild, Ton und Projektion. 117

VERORDNUNG Nr. 35 des Oberbefehlshabers vom 10. Februar 1946 betreffend Besitz von Filmen und zwar von Negativen und Positiven und belichteten und unbelichteten Filmen und von Filmkopien jeden Formates und deren Ablieferung an die französischen Behörden. 118

VERFUGUNG Nr. 37 des Administrateur Général vom 14. Januar 1946 betreffend Errichtung der Selbstverwaltung für die einzelnen Länder auf dem Gebiete des Beförderungswesens. 118

VERFUGUNG Nr. 41 des Administrateur Général vom 5. Februar 1946 über Organisation und Betrieb der Direktion der Reichsbank im französischen Besetzungsgebiet. 120

## Lois, ordres et proclamations du Conseil de Contrôle en Allemagne

### LOI No 12

portant modifications à la législation en matière d'impôts sur les Revenus, sur les sociétés et sur les excédents des Bénéfices.

#### LE CONSEIL DE CONTRÔLE DÉCRÈTE CE QUI SUIT : 1ère Partie — PRINCIPES GÉNÉRAUX

##### ARTICLE 1er.

Toutes les lois fiscales allemandes seront appliquées sans discrimination de races, de croyances, de nationalités ou d'opinions politiques. Toutes les dispositions légales incompatibles avec ce principe sont abrogées,

notamment tous les règlements prescrivant que les lois fiscales allemandes doivent être comprises et interprétées en conformité avec l'esprit National-Socialiste.

#### 2ème Partie — TAUX D'IMPOSITION

##### ARTICLE II

##### Impôts sur les revenus — Catégories d'impôts.

1. — Pour le calcul de l'impôt sur les revenus, les contribuables sont répartis dans les catégories suivantes :

a) — 1ère catégorie :

La première catégorie comprendra les personnes qui n'étaient pas mariées au début de la période à laquelle s'applique l'imposition ou qui n'ont pas été mariées pendant au moins quatre mois au cours de cette même période. La première catégorie ne comprend pas les personnes qui rentrent dans une des autres catégories énumérées ci-dessous.

b) — 2ème catégorie :

i) Les personnes qui étaient mariées au début de la période à laquelle s'applique l'imposition ou qui ont été mariées pendant plus de quatre mois au cours de cette même période, ou encore,

ii) Les personnes non mariées au cours de cette période qui ont accompli leur 65ème année quatre mois au mois avant l'expiration de la période à laquelle s'applique l'imposition.

c) — 3ème catégorie :

i) La 3ème catégorie comprendra les personnes ayant droit à une réduction pour enfants comme il est indiqué à l'alinéa (ii), ou à qui cette réduction est accordée sur leur demande comme il est indiqué à l'alinéa (iii).

ii) Le contribuable a droit à une réduction pour les enfants à charge tels qu'ils sont définis par la législation allemande en vigueur et qui remplissent les deux conditions suivantes :

1. Les enfants qui, pendant au moins quatre mois au cours de la période à laquelle s'applique l'impôt ont vécu sous le même toit que le contribuable ou ont été entretenus et élevés en majeure partie à ses frais durant cette période. Dans ce dernier cas, le contribuable doit avoir supporté les frais de leur entretien et de leur éducation pendant quatre mois au moins.

2. Les enfants ne doivent pas avoir accompli leur 16ème année pendant ladite période.

iii) Il sera accordé au contribuable, sur sa demande, une réduction pour enfants s'il s'agit d'enfants ayant atteint l'âge de 16 ans lorsque ceux-ci remplissent les deux conditions suivantes :

1. Les enfants doivent, pendant quatre mois au moins de la période à laquelle s'applique l'imposition, avoir poursuivi des études dans des établissements d'enseignement autorisés par le Conseil de Contrôle ou les Commandants de zones compétents, et avoir été entretenus en majeure partie aux frais du contribuable pendant la même durée.

2. Les enfants ne doivent pas avoir accompli leur 21ème année, au cours de la période à laquelle s'applique l'imposition.

2. Les dispositions du présent article remplacent l'Art. 32 de l'Einkommensteuergesetz (loi sur l'impôt sur les revenus) ainsi que toutes les mesures législatives amendant cet Article.

3. Les dispositions du présent article s'appliqueront pour déterminer l'impôt sur les salaires. L'Article 39 de l'Einkommensteuergesetz est modifié en conséquence.

##### ARTICLE III

##### Impôt sur les Revenus-Augmentation générale des Taux.

1. Les taux de l'impôt sur les revenus, en vigueur au 8 Mai 1945, sont augmentés conformément aux principes généraux ci-après :

a) Pour les contribuables de la 1ère catégorie les taux de l'impôt sur les revenus sont augmentés :

i) de 25% pour les traitements, salaires et revenus professionnels ;

ii) de 35% pour les autres catégories de revenus.

## Gesetze, Anordnungen und Proklamationen des Kontrollrates in Deutschland

### GESETZ Nr. 12

Anderung der Gesetzgebung in Bezug auf Einkommensteuer, Körperschaftsteuer und Gewinnabführung.

Der Kontrollrat hat das folgende Gesetz beschlossen :

#### ERSTER TEIL — Allgemeine Grundsätze

##### Artikel I

Alle deutschen Steuergesetze sind ohne Unterschied der Rasse, des Glaubens, der Staatsangehörigkeit oder der politischen Einstellung anzuwenden. Alle gesetzlichen Bestimmungen, die mit diesem Grundsatz unvereinbar sind, werden aufgehoben;

insbesondere diejenigen, die vorschreiben, daß die deutschen Steuergesetze im nationalsozialistischen Geiste zu verstehen und auszuulegen sind.

#### ZWEITER TEIL — Steuersätze

##### Artikel II

##### Einkommensteuern — Steuerklassen.

1. Für die Errechnung der Einkommensteuer werden die Steuerpflichtigen in folgende Steuerklassen eingeteilt:

a) Steuerklasse I

Steuerklasse I umfaßt diejenigen Personen, die zu Beginn des Steuerjahres nicht verheiratet waren, und diejenigen, die in diesem Jahre nicht mindestens vier Monate verheiratet waren. Personen, die unter die unten aufgezählten Steuerklassen fallen, gehören nicht zur Steuerklasse I.

b) Steuerklasse II

Zur Steuerklasse II gehören folgende Personen, soweit sie nicht in der dritten Gruppe begriffen sind:

I) Personen, die zu Beginn des Steuerjahres oder mehr als vier Monate in diesem Jahre verheiratet waren, sowie

II) Unverheiratete Personen, die mindestens vier Monate vor Ablauf des Steuerjahres das 65. Lebensjahr erreicht haben.

c) Steuerklasse III

I) Steuerklasse III umfaßt diejenigen Personen, denen Kinderermäßigung zusteht (wie in Absatz II erläutert) oder denen diese Ermäßigung auf Antrag gewährt wird (wie in Abs. III erläutert).

II) Der Steuerpflichtige hat Anrecht auf Kinderermäßigung — für den Begriff „Kinder“ ist die bestehende deutsche Gesetzgebung maßgebend — falls die beiden folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1. Die Kinder müssen mindestens vier Monate im Steuerjahr zu dem Haushalt des Steuerpflichtigen gehört haben, oder in diesem Jahr hauptsächlich auf seine Kosten unterhalten und erzogen worden sein. Im letzteren Falle muß der Steuerpflichtige die Kosten für ihren Unterhalt und ihre Erziehung mindestens vier Monate getragen haben.

2. Die Kinder dürfen während dieses Zeitraumes das 16. Lebensjahr nicht vollendet haben.

III) Auf Antrag wird dem Steuerpflichtigen eine Kinderermäßigung gewährt, wenn Kinder, die das 16. Lebensjahr erreicht haben, die beiden folgenden Bedingungen erfüllen:

1. Die Kinder müssen im Steuerjahr mindestens vier Monate eine von dem Kontrollrat oder den zuständigen Zonenbefehlshabern genehmigte Unterrichtsanstalt besucht haben und während dieser Zeit hauptsächlich auf Kosten des Steuerpflichtigen unterhalten worden sein.

2. Die Kinder dürfen während des Steuerjahres das 21. Lebensjahr nicht vollendet haben.

2. Die Bestimmungen dieses Artikels treten an die Stelle des § 32 des Einkommensteuergesetzes sowie aller diesen Paragraphen abändernden gesetzlichen Bestimmungen.

3. Die Bestimmungen dieses Artikels sind bei der Festsetzung der Lohnsteuer anzuwenden. Paragraph 39 des Einkommensteuergesetzes wird dementsprechend geändert.

##### Artikel III

##### Einkommensteuer — Allgemeine Erhöhung der Steuersätze.

1. Die am 8. Mai 1945 gültigen Sätze für die Einkommensteuer werden nach den folgenden allgemeinen Grundsätzen erhöht:

a) Für Steuerklasse I werden die Sätze für die Einkommensteuer wie folgt erhöht:

I) Um 25 % für Gehälter, Löhne und Einkünfte aus freien Berufen.

II) Um 35% für alle anderen Einkunftsarten.

- b) Pour les contribuables des 2ème et 3ème catégorie, les augmentations prévues à l'alinéa (a) seront applicables sauf :
- une réduction de 600 RM du revenu annuel imposable de tous les contribuables des 2ème et 3ème catégorie.
  - une déduction de 400 RM du revenu annuel imposable de tous les contribuables de la 3ème catégorie, pour chaque enfant donnant droit à une réduction, en application de l'Art. II ci-dessus.
- c) Lorsque l'application des dispositions de l'alinéa (b) a pour effet de réduire, au lieu d'augmenter la dette fiscale du contribuable, l'impôt sera calculé, en principe, en ajoutant 25 % ou 35 % (ainsi qu'il est prévu à l'alinéa a) au montant qui aurait été exigible si les dispositions de la présente loi, autres que l'Art. Ier ci-dessus, n'avaient pas été édictées.
2. — Les dits principes généraux s'appliquent pour déterminer l'impôt sur les salaires.
3. — L'application détaillée de ces principes généraux est contenue dans les annexes "A" et "B" de la présente loi. Ces annexes remplacent les tableaux figurant aux "Anlagen" (Annexe) 1 et 2 de l'Einkommensteuergesetz.
4. — Est abrogé l'Art. 40 de l'Einkommensieuergesetz, qui établit les taux spéciaux d'impôt sur les salaires, applicables aux rémunérations diverses (sonstige Bezüge), des employés. Ces rémunérations seront imposées aux taux applicables aux autres revenus.
5. — L'imposition au titre de l'impôt sur les revenus est prévue pour toutes les personnes qui sont tenues de souscrire annuellement une déclaration de revenus, conformément au paragraphe 4 de l'article XVI de la présente loi. Ces personnes continueront à être dûment créditées des montants prélevés à la source au titre de l'impôt sur les salaires ou sur les autres revenus. L'Art. 46 de l'Einkommensieuergesetz modifié par l'art. 7 de la Steuervereinfachungsverordnung (ordonnance relative à la simplification des impôts du 14 Septembre 1944) est modifié en conséquence.

## ARTICLE IV

## Impôt sur les Sociétés — Augmentation des Taux d'imposition

1. Le taux de l'impôt sur les Sociétés (Art. 19 alinéa 1 de la Körperschaftsteuergesetz) sont les suivants :
- |   |     |
|---|-----|
| a) Revenus jusqu'à R. M. 50.000 . . . . .     | 35% |
| b) Revenus de 50.000 à 100.000 R. M. . . . .  | 45% |
| c) Revenus de 100.000 à 500.000 R. M. . . . . | 60% |
| d) Revenus au-dessus de 500.000 R. M. . . . . | 65% |
2. Pour éviter les anomalies dans certains cas-limites, on procédera aux ajustements suivants : si le revenu d'une Société entre dans une des tranches de revenus spécifiés aux alinéas (b) (c) ou (d) du paragraphe 1 ci-dessus, le montant de l'impôt n'excédera pas :
- l'impôt applicable au maximum de la tranche immédiatement inférieure à celle dans laquelle est comprise le revenu total, plus
  - 90 % de la différence existant entre le revenu total et le maximum de la tranche immédiatement inférieure.
3. L'application détaillée de ce principe est contenue dans l'annexe "C" à la présente loi.

## ARTICLE V

## Impôts prélevés à la source sur les dividendes.

1. Le taux des prélèvements effectués à la source, prévu à l'Art. 3 de la Kapitalertragsteuerverordnung (amendé) est fixé à 25% du produit total du capital.
2. Lorsqu'une banque ou une Compagnie d'Assurances encaisse pour son propre compte des produits du capital sur lesquels l'impôt a été prélevé à la source, et que ce prélèvement excède le montant effectif de son imposition, la Société pourra obtenir le remboursement des sommes payées par elle en trop.

## ARTICLE VI

## Impôt sur les excédents de bénéfices.

La taxation des excédents de bénéfices, en application de la "Gewinnabführungsverordnung", sera soumise à la règle suivante : le total des sommes résultant de l'impôt sur les revenus, sur les sociétés et sur, les excédents de bénéfices, ne doit pas dépasser 90 % du montant total du revenu net.

## ARTICLE VII

## Impôt sur les rémunérations des Directeurs.

1. L'impôt spécial sur les rémunérations des membres de Conseils d'Administration, institué par le Gesetz über die Erhebung einer Abgabe der Aufsichtsratsmitglieder du 28 Mars 1934 (modifié par la loi du 17 Février 1939) est aboli.
2. Les rémunérations des Administrateurs qui auraient été assujettis à cet impôt spécial si la présente loi n'avait pas été édictée, seront soumises à l'impôt sur le revenu au taux de 65 % qui sera perçu à la source.

b) Auf die Steuerklassen II und III finden die in Absatz a) vorgesehenen Erhöhungen Anwendung mit folgenden Ausnahmen:

1) RM 600.— des jährlichen Einkommens aller Steuerpflichtigen der Klassen II und III bleiben einkommenssteuerfrei.

Für jedes Kind, für das dem Steuerpflichtigen, gemäß Artikel II eine Steuerermäßigung zusteht, bleiben weitere RM 400.— seines jährlichen Einkommens steuerfrei, wenn er der Steuerklasse III angehört.

c) Falls sich die gemäß den Bestimmungen des Absatzes b) erfolgte Aenderung der bisherigen Gesetzgebung in einer Herabsetzung statt Erhöhung der Steuerschuld des Steuerpflichtigen auswirkt, ist die Steuerschuld grundsätzlich so zu errechnen, daß zunächst der Betrag festgestellt wird, der zu erheben gewesen wäre, wenn die Bestimmungen dieses Gesetzes (mit Ausnahme von Artikel I) nicht erlassen worden wären; dazu wird dann unter Beachtung der Bestimmungen in Absatz a) ein Zuschlag von 25% oder 35% hinzugefügt.

2. Diese allgemeinen Grundsätze finden auf die Festsetzung der Lohnsteuer Anwendung.

3. Ueber die praktische Anwendung dieser allgemeinen Grundsätze geben die als Anlagen „A“ und „B“ beigefügten Tabellen zu diesem Gesetz Aufschluß. Diese Anlagen treten an die Stelle der Tabellen in den Anlagen 1 und 2 zum Einkommenssteuergesetz.

4. Paragraph 40 des Einkommenssteuergesetzes, der besonders auf die sonstigen Bezüge der Arbeitnehmer anwendbare Sätze für die Lohnsteuer festsetzt, wird aufgehoben. Diese Bezüge werden nach den auf die anderen Einkunftsarten anwendbaren Sätzen versteuert.

5. Die Einkommensteuer wird für alle Personen veranlagt, die gemäß Ziffer 4 des Artikels VI dieses Gesetzes zur jährlichen Abgabe einer Einkommensteuererklärung verpflichtet sind. Diesen Personen werden auch weiterhin die von dem Lohn oder anderen Einkommen als Steuer abgezogenen Summen gutgeschrieben. § 46 des Einkommenssteuergesetzes (in der Fassung des § 7 der Steuervereinfachungsverordnung vom 14. Sept. 1944) wird dementsprechend geändert.

## Artikel IV

## Körperschaftsteuer — Erhöhung der Steuersätze.

1. Die Sätze für die Körperschaftsteuer (§ 19, Abs. 1 des Körperschaftsteuergesetzes) sind die folgenden:
- |   |     |
|---|-----|
| a) Bei Einkommen bis zu RM 50.000 . . . . .       | 35% |
| b) " " von RM 50.000 bis zu RM 100.000 . . . . .  | 45% |
| c) " " von RM 100.000 bis zu RM 500.000 . . . . . | 60% |
| d) " " über RM 500.000 . . . . .                  | 65% |
2. Zur Vermeidung von Unbilligkeiten in Grenzfällen wird die folgende Angleichung vorgesehen: wenn das Einkommen einer Körperschaft in eine der in den Absätzen b), c) oder d) der obigen Ziffer 1. angeführten Stufen fällt, soll der fällige Steuerbetrag nicht höher sein als:
- Die Steuer für das höchste Einkommen der nächstniedrigeren Steuerstufe, mit einem Zuschlag von
  - 90% des Unterschieds zwischen dem Gesamteinkommen und dem höchsten Einkommen der nächstniedrigeren Stufe.
3. Die praktische Anwendung dieser Bestimmungen ist aus Anlage „C“ ersichtlich.

## Artikel V

## Steuerabzug vom Kapitalertrag.

1. Der in § 3 der Kapitalertragsteuerverordnung in ihrer gegenwärtigen Fassung vorgesehene Steuersatz wird auf 25 % des gesamten Kapitalertrags festgesetzt.
2. Wenn eine Bank oder eine Versicherungsgesellschaft für eigene Rechnung Kapitalerträge vereinnahmt, für welche die Steuer an der Quelle abgezogen worden ist, und wenn dieser Abzug ihre ordnungsgemäße Steuerschuld übersteigt, kann die Gesellschaft die Rückerstattung des von ihr zu viel bezahlten Betrages beantragen.

## Artikel VI

## Steuer zur Erfassung außerordentlicher Gewinne.

Die gemäß der Gewinnabführungsverordnung erfolgende Veranlagung für die Besteuerung außerordentlicher Gewinne wird folgendermaßen geregelt: Der Gesamtbetrag der sich aus der Einkommensteuer, der Körperschaftsteuer und der Besteuerung außerordentlicher Gewinne ergebenden Steuerschuld darf 90% des gesamten Reineinkommens nicht überschreiten.

## Artikel VII

## Steuer auf Aufsichtsratsvergütungen.

1. Die durch das Gesetz über die Erhebung einer Abgabe der Aufsichtsratsmitglieder vom 28. März 1934 (in der Fassung des Gesetzes vom 17. Februar 1939) eingeführte Sondersteuer für Aufsichtsratsvergütungen wird aufgehoben.

3. Les contribuables qui, aux termes du paragraphe 4 de l'article 16 de la présente loi, sont tenus de souscrire annuellement une déclaration des revenus, doivent faire figurer dans leurs déclarations le montant brut des rémunérations qu'ils ont touchées en qualité d'Administrateurs. Ils auront le droit d'être crédités des sommes correspondant aux déductions prélevées à la source.
4. L'ordonnance *Verordnung über den Steuerabzug von Aufsichtsratsvergütungen* du 31 Mars 1939, est modifiée en conformité avec les dispositions du présent article.

### 3ème partie — PROCÉDURE DE DÉTERMINATION DES REVENUS.

#### ARTICLE VIII

##### Réductions pour pertes subies

En établissant l'assiette de l'impôt sur les Revenus et sur les excédents de bénéfices des personnes physiques et morales, et en calculant cet impôt sur les revenus des dites personnes pendant les années écoulées, il ne sera consenti ni crédits, ni réductions pour les pertes subies du fait ou en conséquence:

- a) — des Marchés de guerre
- b) — de la Det'e Publique
- c) — des destructions ou dommages causés par la guerre ou
- d) — des bons d'impôts (*Steuer Gutscheine*).

#### ARTICLE IX

##### Impôt sur les revenus des agriculteurs et exploitants forestiers.

1. Le revenu des agriculteurs et exploitants forestiers qui ne tiennent pas de comptabilité sera, pour le calcul de l'impôt, porté de 1/18 de la valeur de leurs propriétés agricoles ou forestières (comme prévu à l'article 2 de la „*Verordnung über die Aufstellung von Durchschnittssätzen für die Ermittlung des Gewinns aus Land- und Forstwirtschaft*“ du 31 Décembre 1936) à 1/12 de la valeur de ces propriétés.
2. L'exonération consentie aux agriculteurs et exploitants forestiers, dont le revenu net n'excède pas RM. 6.000 par an, sera de RM. 1.000. L'alinéa 3 de l'article 13 de l'„*Einkommensteuergesetz*“ est modifié en conséquence.
3. Dans le cas des immigrants qui ont passé les frontières de l'Allemagne, telles qu'elles sont actuellement constituées après le 8 Mai 1945, et qui s'occupent d'exploitations agricoles ou forestières et dont les revenus ne dépassent pas RM. 6.000, l'exemption sera de RM. 2.000. Cette exemption s'appliquera pendant une durée de cinq ans à partir du 1er Janvier 1946, ou à partir de la date d'entrée en Allemagne, si celle-ci est postérieure. Elle ne sera plus appliquée à partir de la date à laquelle les personnes susvisées cesseront de s'occuper d'exploitations agricoles ou forestières.
4. Dans le cas des personnes qui se sont établies après le 8 Mai 1945 sur une propriété agricole dans le but de l'exploiter, et dont le revenu ne dépasse pas RM. 6.000, l'exemption sera de RM. 2.000. Cette exemption s'appliquera pendant une durée de cinq ans à partir du 1er Janvier 1946, ou à partir de la date dudit établissement, si cette dernière est postérieure, à condition que cette exemption ne s'applique pas à des personnes qui, après avoir eu le droit à cette exemption et avoir perdu ce droit, se sont établies à nouveau sur une propriété agricole.

#### ARTICLE X

##### Revenus exonérés de l'impôt

1. Sous réserve du paragraphe 2 du présent article, les exonérations d'impôt consenties à certaines catégories de revenus, aux termes de l'article 3 de l'„*Einkommensteuergesetz*“ sont supprimées.
2. Les catégories de revenus énumérées ci-après continuent à bénéficier de l'exonération d'impôt:
  - a) — Revenu résultant de prestations d'assurances Sociales
  - b) — Revenus de pensions
  - c) — Allocations d'assistance.
 pour autant que ces revenus sont autorisés par le Conseil de Contrôle ou le Commandant de zone compétent.

#### ARTICLE XI

##### Réductions pour frais

1. Sont abrogées les clauses suivantes de l'Art. 9 de l'„*Einkommensteuergesetz*“:
  - a) Le paragraphe 3 qui autorise comme dépenses professionnelles les cotisations versées à des organisations professionnelles, de métiers ou de commerce ne poursuivant pas un but lucratif.
  - b) Le paragraphe 4 qui autorise comme dépenses professionnelles les frais de transports nécessairement encourus par le contribuable entre son domicile et le lieu où il travaille.
2. L'art. 10 de l'„*Einkommensteuergesetz*“ est modifié comme suit:
  - a) Les alinéas actuels 2 et 3 du paragraphe 1 qui énumèrent certaines catégories de frais particuliers (*Sonderausgaben*), sont abrogés et remplacés par les nouveaux paragraphes suivants:
    - „2“ Cotisations aux assurances sociales qui, aux termes de la loi sont prélevables sur les salaires.
    - „3“ Paiements en matières d'impôt sur les biens.

2. *Aufsichtsratsvergütungen*, die, wäre dieses Gesetz nicht erlassen worden, unter diese Sonderabgabe gefallen wären, unterliegen der Einkommensteuer zum Satz von 65%. Die Steuer wird durch Abzug an der Quelle erhoben.
3. Die Steuerpflichtigen, die nach Artikel XVI, Ziffer 4 dieses Gesetzes, jährlich eine Einkommensteuererklärung abzugeben haben, müssen in ihrer Erklärung den Bruttobetrag der von ihnen als Aufsichtsratsmitglieder bezogenen Summen angeben. Sie haben Anspruch auf entsprechende Gutschrift für an der Quelle erhobene Abzüge.
4. Die Verordnung vom 31. März 1939 über den Steuerabzug von Aufsichtsratsvergütungen wird den Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels gemäß geändert.

### DRITTER TEIL — Verfahren zur Ermittlung des Einkommens.

#### Artikel VIII

##### Steuerermäßigung wegen erlittener Verluste.

Bei der Veranlagung zur Einkommensteuer und zur Besteuerung außerordentlicher Gewinne für natürliche oder juristische Personen, und bei der Errechnung der Steuerschuld dieser Personen für die verfloßenen Jahre, sind keine Gutschriften und keine Ermäßigungen für aus folgenden Ursachen entstandene Verluste:

- a) Wehrmachtatüßräge,
- b) Öffentliche Schuld,
- c) Durch den Krieg verursachte Zerstörungen oder Beschädigungen,
- d) Steuergutscheine.

#### Artikel IX

##### Steuer auf Einkommen aus Land- und Forstwirtschaft.

1. Das Einkommen von Land- und Forstwirten, die keine Bücher führen, wird zum Zwecke der Berechnung ihrer Einkommensteuer von einem Achtzehntel des Wertes ihres landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Vermögens (wie dies in § 2 der Verordnung vom 31. Dezember 1936 über die Aufstellung von Durchschnittssätzen für die Ermittlung des Gewinns aus Land- und Forstwirtschaft vorgesehen ist) auf ein Zwölftel des Wertes dieses Vermögens erhöht.
2. Den in Ziffer 1) genannten Personen, wird, falls ihr Reineinkommen RM 6000.— im Jahre nicht übersteigt, ein Freibetrag von RM 1000.— gewährt. Absatz 3 des § 13 des Einkommensteuergesetzes wird demgemäß geändert.
3. Einwanderern, welche die seit dem 8. Mai 1945 bestehenden Grenzen Deutschlands überschritten haben, und Land- oder Forstwirtschaft betreiben, ohne daß ihr Einkommen RM 6000.— übersteigt, wird ein Freibetrag von RM 2000.— gewährt. Dieser Freibetrag wird auf die Dauer von fünf Jahren gewährt, und zwar vom 1. Januar 1946 oder vom Tage der Einreise ab, falls diese zu einem späteren Zeitpunkt erfolgt ist. Er wird nicht mehr gewährt von dem Tage ab, an dem die oben erwähnten Personen die Land- oder Forstwirtschaft aufgeben.
4. Personen, die sich nach dem 8. Mai 1945 als Landwirte niedergelassen haben, und deren Einkommen RM 6000.— nicht übersteigt, wird ein Freibetrag von RM 2000.— gewährt, und zwar vom 1. Januar 1946, oder von dem Tage der Niederlassung ab, falls diese zu einem späteren Zeitpunkt erfolgt ist. Er wird jedoch solchen Personen nicht gewährt, die einmal ein Recht darauf hatten, und sich nach Verlust dieses Rechtes aufs neue als Landwirte niedergelassen haben.

#### Artikel X

##### Steuerfreie Einkünfte.

1. Die Vergünstigung der Einkommensteuerfreiheit für gewisse Einkunftsarten, gemäß § 3 des Einkommensteuergesetzes wird mit Ausnahme der unter Ziffer 2 aufgeführten Einkunftsarten aufgehoben.
2. Die folgenden Einkunftsarten genießen auch weiterhin Steuerbefreiung:
  - a) Bezüge aus der Sozialversicherung.
  - b) Ruhegehälter.
  - c) Bezüge aus der öffentlichen Fürsorge, soweit diese Bezüge von dem Kontrollrat oder dem zuständigen Zonenbefehlshaber genehmigt sind.

#### Artikel XI

##### Abzüge für Werbungskosten.

1. Die folgenden Ziffern des § 9 des Einkommensteuergesetzes werden aufgehoben:
  - a) Ziffer 3, welche Beiträge zu Berufsständen und sonstigen Berufsverbänden, deren Zweck nicht auf einen wirtschaftlichen Geschäftsbetrieb gerichtet ist, als Werbungskosten anerkennt.
  - b) Ziffer 4, welche notwendige Aufwendungen des Steuerpflichtigen für Fahrten zwischen Wohnung und Arbeitsstätte als Werbungskosten anerkennt.
2. Paragraph 10 des Einkommensteuergesetzes wird folgendermaßen geändert:
  - a) Die Ziffern 2 und 3 des Absatzes (1), welche gewisse Arten von Sonderausgaben anführen, werden aufgehoben und durch folgende neue Ziffern ersetzt:
    2. Beiträge zu Sozialversicherungen, deren Abzug vom Lohn gesetzlich zulässig ist.
    3. Bezahlte Vermögensteuern.

- b) Au paragraphe 2, alinéa 3, le total des déductions permises pour frais particuliers est réduit à RM. 300 par an pour le contribuable lui-même, plus RM. 300 par an pour sa femme et chaque membre de sa famille au sens de l'article 10, alinéa 3 et 6 de la „Steueranpassungsgesetz“.

## ARTICLE XII

## Vente d'Entreprises

Les bénéfices provenant de la vente d'entreprises de parts sociales ou d'actions de sociétés ou compagnies quelconques, dans la mesure où lesdits bénéfices rentrent dans les articles 14, 16 et 17 de l'„Einkommensteuergesetz“, doivent être incorporés dans le revenu net imposable, quelle que soit l'importance de ces bénéfices. Les exonérations prévues aux Articles 14, alinéa 2; 16, alinéas 4 et 5; 17, alinéas 3 et 4 de l'„Einkommensteuergesetz“ sont supprimées.

## ARTICLE XIII

## Revenus de loyers et de baux

Toute personne payant un loyer ou effectuant un paiement quelconque en vertu d'un bail relatif à des terres, maisons ou autres propriétés immobilières, présentera au Finanzamt compétent une déclaration trimestrielle spéciale, indiquant les montants payés et la ou les personnes auxquelles ces montants ont été versés.

## ARTICLE XIV

## Revenus exceptionnels

1. Les revenus exceptionnels comprenant des recettes correspondant à la rémunération d'un travail s'étendant sur une période de plusieurs années (art. 34 alinéa 2, 1° de l'„Einkommensteuergesetz“) seront soumis à l'impôt sur les revenus applicables aux autres revenus.  
En vue de leur imposition, ces revenus exceptionnels peuvent être répartis sur les années au cours desquelles ils ont été gagnés, et considérés comme des revenus de chacune de ces années, à condition que la période totale de répartition ne dépasse pas trois ans.
2. Les bénéfices provenant de ventes, au sens des articles 14, 16 et 17 de l'„Einkommensteuergesetz“ (c'est-à-dire certains bénéfices provenant de la vente d'entreprises, de propriétés, de titres, d'actions ou d'obligations) ne seront plus considérés comme revenus exceptionnels au sens de l'Art 34 de ladite loi, mais seront passibles de l'impôt sur les revenus aux taux applicables aux autres revenus.
3. L'Article 34 de l'„Einkommensteuergesetz“ est modifié en conséquence.

## ARTICLE XV

## Prélèvements d'impôts (à la Source)

## Impôts sur les revenus du Capital

1. Sont supprimées les exemptions de prélèvements d'impôts (à la source) prévues à l'article 43 alinéa 1, 1° de l'„Einkommensteuergesetz“ et à l'article 1 alinéa 1 de la Kapitalertragsteuerverordnung en faveur des dividendes d'actions de préférence de la Reichsbahn.
2. Le champ d'application de l'Article 1 de la „Kapitalertragsteuerverordnung“ est étendu aux revenus de capital suivants, qui deviennent imposables par prélèvement à la source :
  - a) Intérêts des hypothèques, obligations et prêts de toutes sociétés anonymes ou autres, Gouvernements, Corps Constitués ou Administrations d'État (y compris le Reich, la Province, le Land, les Regierungsbezirke, les Kreise ou les Gemeinde (communes). Les intérêts des découverts en comptes-courants ou des avances bancaires consenties au jour le jour sont exclus de cette disposition. Des exemptions aux dispositions du présent alinéa peuvent être accordées par le Conseil de Contrôle.
  - b) Intérêts payés ou crédités par une banque (y compris les Caisses d'Épargne Postales et autres institutions d'épargne) si le montant total de l'intérêt est supérieur à RM. 250 par an, ou à un montant proportionnellement réduit pour une période inférieure.
3. Les exceptions concernant les prélèvements d'impôts à la source accordée à des sociétés ou à des compagnies aux termes de l'article 2 alinéa 1, 2° de la „Kapitalertragsteuerverordnung“ et de l'article 9 de la Körperschaftsteuergesetz, sont abrogées.

## 4ème Partie — MODE DE CALCUL DES IMPOTS Y COMPRIS LES PAIEMENTS TRIMESTRIELS ANTICIPÉS ET LES DÉCLARATIONS D'IMPOTS.

## ARTICLE XVI

## Déclarations d'impôts-Paiements anticipés

## Impôts sur les Revenus et impôts sur les Sociétés.

1. Les acomptes anticipés (Vorauszahlungen) en matière d'impôt sur les revenus et sur les sociétés, seront payables les 10 Avril, 10 Juillet, 10 Octobre et 10 Janvier. L'article 35, alinéa 1 de l'„Einkommensteuergesetz“ est modifié en conséquence.

- b) In Absatz 2, Ziffer 3, wird der Gesamtbetrag der für Sonderausgaben zulässigen Abzüge, für den Steuerpflichtigen selbst auf RM 300 im Jahr herabgesetzt. Dazu kommen je RM 300 im Jahr für seine Ehefrau und jeden Angehörigen im Sinne des § 10, Ziffer 3—6, des Steueranpassungsgesetzes.

## Artikel XII

## Veräußerung von Betrieben.

Gewinne, die aus der Veräußerung von Betrieben, von Aktien oder von Geschäftsanteilen an Gesellschaften jeder Art erzielt werden, sind, unbeschadet der Höhe dieser Gewinne, in das steuerpflichtige Reineinkommen einzubegreifen, sofern diese Gewinne unter die Paragraphen 14, 16 und 17 des Einkommenssteuergesetzes fallen. Die in den § 14, Absatz 2, § 16, Absätze 4 und 5, § 17, Absätze 3 und 4 des Einkommenssteuergesetzes vorgesehenen Steuerbefreiungen werden aufgehoben.

## Artikel XIII

## Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung.

Jeder, der einen Mietzins bezahlt oder irgend eine Zahlung auf Grund eines Vertrages über Land, Häuser oder andere Immobilien leistet, hat dem zuständigen Finanzamt vierteljährlich eine besondere Erklärung abzugeben, aus der die gezahlten Beträge und die Zahlungsempfänger ersichtlich sind.

## Artikel XIV

## Außerordentliche Einkünfte.

1. Außergewöhnliche Einkünfte, die die Entlohnung für eine Tätigkeit darstellen, die sich über mehrere Jahre erstreckt (§ 34, (2) Ziffer 1 des Einkommenssteuergesetzes), unterliegen der Einkommensteuer zu den auf anderes Einkommen anwendbaren Sätzen. Zum Zwecke der Einkommenssteueranlagung können diese außerordentlichen Einkünfte auf die Jahre verteilt werden, in deren Verlauf sie erzielt wurden, und als Einkommen eines jeden dieser Jahre angesehen werden, vorausgesetzt, daß die Gesamtverteilung drei Jahre nicht überschreitet.
2. Gewinne, die aus Veräußerungen im Sinne der Paragraphen 14, 16 und 17 des Einkommenssteuergesetzes stammen (d. h. gewisse Gewinne aus der Veräußerung von Betrieben, Liegenschaften, Wertpapieren, Anteilscheinen oder Schuldverschreibungen) werden nicht mehr als außerordentliche Einkünfte im Sinne des § 34 des genannten Gesetzes angesehen, sondern unterliegen der Einkommensteuer zu den auf andere Einkommen anwendbaren Sätzen.
3. Paragraph 34 des Einkommenssteuergesetzes wird entsprechend geändert.

## Artikel XV

## Steuerabzug vom Kapitalertrag — Kapitalertragsteuer.

1. Die den Dividenden der Vorzugsaktien der Reichsbahngesellschaft in § 43, Absatz 1, Ziffer 1 des Einkommenssteuergesetzes und in § 1, Absatz 1, Ziffer 1 der Kapitalertragsteuerverordnung gewährte Ausnahme von der Abzugspflicht für die Kapitalertragsteuer wird aufgehoben.
2. Der Anwendungsbereich des § 1 der Kapitalertragsteuerverordnung wird auf folgende Kapitalerträge ausgedehnt, die nunmehr dem Steuerabzug vom Kapitalertrag unterliegen :
  - a) Zinsen aus Hypotheken, Schuldverschreibungen und sonstigen Darlehen aller Aktien- oder anderen Gesellschaften, Regierungen, Körperschaften oder öffentlichen Verwaltungsstellen (mit Einschluß des Reiches, der Provinzen, der Länder, der Regierungsbezirke, der Kreise und der Gemeinden. Die Zinsen aus Kontokorrenten und kurzfristigen Bankvorschüssen fallen nicht unter diese Bestimmung. Der Kontrollrat kann Befreiungen von den Bestimmungen dieses Absatzes gewähren.
  - b) Von einer Bank (mit Einschluß der Postsparkassen und anderer Sparkassen) bezahlte oder gutgeschriebene Zinsen, wenn der Gesamtbetrag der Zinsen RM 250.— im Jahr, oder im Falle einer kürzeren Zeitdauer einen proportional herabgesetzten Betrag übersteigt.
3. Die Befreiung vom Steuerabzug, die Gesellschaften oder Körperschaften, auf Grund des § 2, Absatz 1, Ziffer 2 der Kapitalertragsteuerverordnung und des § 9 des Körperschaftsteuergesetzes zuerkannt war, wird aufgehoben.

## VIERTER TEIL — Steueranlagung, Vorauszahlungen und Steuererklärung.

## Artikel XVI

## Steuererklärung — Vorauszahlungen.

## (Einkommensteuer und Körperschaftsteuer)

1. Vorauszahlungen auf die Einkommen- und die Körperschaftsteuer sind am 10. April, 10. Juli, 10. Oktober und 10. Januar zu entrichten. Paragraph 35, Absatz 1 des Einkommenssteuergesetzes wird demgemäß geändert.

2. Le calcul du montant des paiements faits par anticipation „acomptes“ sera, pour chaque trimestre, effectué sur le revenu du trimestre précédent.

Les dispositions de l'article 35, alinéa 2 de l'Einkommensteuergesetz et de l'art. 24 alinéa 1 de l'Einkommensteuer-Durchführungsverordnung (du 7 Décembre 1941) qui prévoient que ces acomptes seront calculés sur la base de l'impôt déterminé lors de la précédente opération d'assiette sont modifiées en conséquence.

3. Sauf les exceptions prévues au présent paragraphe tout contribuable est tenu de présenter, au moment où il verse ledit acompte une déclaration appelée ci-après „déclaration trimestrielle“, indiquant comment il a procédé pour calculer ce paiement anticipé. Ces déclarations ne sont pas exigées des agriculteurs et des exploitants forestiers ne tenant pas de comptabilité, ni des personnes dont les revenus pour le trimestre précédent ne dépassent pas 1 000 RM.
4. Au plus tard le 10 Mars de chaque année, tout contribuable devra souscrire une déclaration de tous les revenus perçus par lui au cours de l'année finissant au 31 décembre précédent (appelée ci-après déclaration annuelle). Les personnes suivantes ne sont pas tenues de souscrire cette déclaration :

- a) — Toute personne dont le revenu provenant de salaires n'atteint pas 24 000 RM. par an et dont le revenu imposable, autre que le salaire, ne dépasse pas 600 RM. par an.
- b) Les agriculteurs et les exploitants forestiers ne tenant pas de comptabilité et dont le revenu imposable autre que celui provenant de leurs exploitations agricoles ou forestières, ne dépasse pas 600 RM. par an.
- c) — Les personnes dont le revenu imposable ne dépasse pas 600 Mk. par an.

L'article 15 de l'Einkommensteuer-Durchführungsverordnung est modifié afin de rendre applicables les dispositions du présent paragraphe.

5. Les Finanzämter calculeront de nouveau le montant total de l'impôt sur les revenus et de l'impôt sur les sociétés pour l'année entière, sur la base des déclarations annuelles souscrites en application du paragraphe 4. Si à la suite de ce nouveau calcul, il s'avère qu'un paiement a été effectué en trop, cet excédent sera, au gré du contribuable porté à son crédit pour le paiement des impôts de l'année suivante, ou lui sera remboursé. S'il s'avère qu'un montant complémentaire est dû, celui-ci devra être versé par le contribuable dans les 14 jours qui suivront la notification du nouveau chiffre calculé.
6. Si les paiements trimestriels anticipés s'avèrent d'au moins 25 % inférieurs au montant exact de l'impôt finalement déterminé pour un trimestre, le contribuable sera astreint au paiement à titre d'amende, d'une taxe additionnelle se montant à 15 % de l'impôt finalement calculé pour ledit trimestre. Dans les calculs pour déterminer s'il y a un déficit de 25 % ou plus, toute somme payée en trop sur un trimestre sera inscrite au compte du contribuable, à valoir sur le paiement des impôts du trimestre suivant.
7. Les Finanzämter pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, vérifier immédiatement l'exactitude des renseignements fournis par le contribuable dans sa déclaration trimestrielle de revenus souscrite en application du paragraphe 3 et procéder à un nouveau calcul du montant de l'impôt sans attendre la fin de l'année et la présentation de la déclaration annuelle de revenus.

#### 5ème Partie — DISPOSITIONS FINALES

##### ARTICLE XVII

##### Abrogations et modifications

Toute autre mesure législative allemande incompatible avec la présente loi, est abrogée ou modifiée en exécution des dispositions de la présente loi.

##### ARTICLE XVIII

##### Date de mise en vigueur

Les taux des impositions indiqués à la présente loi s'appliquent à partir du 1er Janvier 1946.

Fait à BERLIN, le 11 Février 1946.

P. KOENIG,  
Général de Corps d'Armée  
G. JOUKOV,  
Maréchal de l'Union Soviétique  
Joseph T. McNARNEY,  
General  
H. M. BURROUGH,  
Admiral

2. Die Grundlage für die Berechnung der Vorauszahlungen bildet für jedes Vierteljahr das Einkommen des vorhergehenden Vierteljahres. Die Bestimmungen des § 35, Absatz 2 des Einkommensteuergesetzes und des § 24, Absatz 1 der Einkommensteuer-Durchführungsverordnung (vom 7. Dezember 1941), welche diese Vorauszahlungen auf der Grundlage der bei der vorhergehenden Veranlagung festgesetzten Besteuerung vorsehen, werden demgemäß geändert.

3. Vorbehaltlich der Ausnahmebestimmungen in Satz 2 dieses Absatzes muß jeder Steuerpflichtige gleichzeitig mit der Vorauszahlung eine „vierteljährliche Erklärung“ abgeben, in der er angeben muß, wie er die Vorauszahlung berechnet hat. Land- und Forstwirte, die keine Bücher führen, sowie Personen, deren Einkommen für das vorhergehende Vierteljahr RM 1000.— nicht übersteigt, brauchen diese Erklärung nicht abzugeben.

4. Spätestens am 10. März eines jeden Jahres muß der Steuerpflichtige eine Erklärung über sein Gesamteinkommen des mit dem vorhergehenden 31. Dezember abgelaufenen Kalenderjahres abgeben (jährliche Steuererklärung). Folgende Personen brauchen diese Erklärung nicht abzugeben:

- a) Alle Personen, deren aus Löhnen stammendes Einkommen RM 24 000 nicht erreicht, und deren sonstiges steuerpflichtiges Einkommen RM 600 im Jahre nicht übersteigt.
- b) Land- und Forstwirte, die keine Bücher führen, und deren nicht aus Land- und Forstwirtschaft stammendes steuerpflichtiges Einkommen RM 600 im Jahre nicht übersteigt.
- c) Andere Personen, deren steuerpflichtiges Einkommen RM 600 im Jahre nicht übersteigt.
- Paragraph 15 der Einkommensteuer-Durchführungsverordnung wird zwecks Durchführung der Bestimmungen dieses Absatzes entsprechend geändert.

5. Auf Grund der gemäß Absatz 4 abgegebenen jährlichen Steuererklärungen berechnet das Finanzamt neuerdings den Gesamtbetrag der Einkommensteuer und der Körperschaftsteuer für das ganze Jahr. Wenn aus dieser neuen Berechnung hervorgeht, daß ein die Einkommensteuerschuld übersteigender Betrag bezahlt worden ist, wird dieser je nach Wunsch des Steuerpflichtigen ihm entweder auf seine Steuerschuld des folgenden Jahres gutgeschrieben oder zurückbezahlt. Wenn es sich hingegen ergibt, daß eine Nachzahlung zu leisten ist, so muß diese von dem Steuerpflichtigen binnen 14 Tagen nach Mitteilung der neu errechneten Steuerschuld geleistet werden.

6. Falls die vierteljährlichen Vorauszahlungen 25% oder mehr unter dem tatsächlichen Betrag der endgültig für das Vierteljahr zu zahlenden Steuern liegen, muß der Steuerpflichtige als Strafe eine zusätzliche Steuer zahlen, die sich auf 15% der endgültig für das betreffende Vierteljahr errechneten Summe beläuft. Bei der Ermittlung, ob ein Minderbetrag von 25% oder mehr besteht, wird ein für ein Vierteljahr zuviel bezahlter Betrag dem Steuerpflichtigen für die Steuerzahlung des folgenden Vierteljahres gutgeschrieben.

7. Das Finanzamt kann, nötigenfalls, die Richtigkeit der von dem Steuerpflichtigen in seiner auf Grund der Ziffer 3 abgegebenen vierteljährlichen Steuererklärung über sein Einkommen gemachten Angaben sofort nachprüfen, und eine neue Berechnung der Steuerschuld vornehmen, ohne das Jahresende und die Abgabe der jährlichen Einkommensteuererklärung abzuwarten.

#### FUNFTER TEIL — Schlußbestimmungen.

##### Artikel XVII

##### Aufhebung und Abänderung von Gesetzen.

Jede mit dem gegenwärtigen Gesetz unvereinbare deutsche steuerrechtliche Vorschrift wird aufgehoben, oder den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes entsprechend geändert.

##### Artikel XVIII

##### Zeitpunkt des Inkrafttretens der Steuersätze.

Die in diesem Gesetz bestimmten Steuersätze finden ab 1. Januar 1946 Anwendung.

Ausfertigt in BERLIN, den 11. Februar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von P. KOENIG, Armeekorps-General, G. SCHUKOV, Marschall der Sowjetunion, Joseph T. McNARNEY, General und H. M. BURROUGH, Admiral, unterzeichnet).

Pour les autres contribuables de la catégorie III, l'exemption sera maintenue.  
BARENNE DE BASE DE L'IMPOT SUR LE REVENU POUR 1946



ANNEXE „B“

31 Janvier 1946

Anlage „B“

## BARÈME DE L'IMPOT SUR LES SALAIRES POUR 1946

Salaires mensuels Impôts à déduire

## Groupe I, Personnes non mariées

RM. 0— 83	Néant		
84— 100 RM.	0,58 plus 14 % de l'excédent sur RM.	84	
100— 150 RM.	2,82 plus 18 % de l'excédent sur RM.	100	
150— 200 RM.	11,82 plus 22 % de l'excédent sur RM.	150	
200— 250 RM.	22,82 plus 35 % de l'excédent sur RM.	200	
250— 300 RM.	40,32 plus 40 % de l'excédent sur RM.	250	
300— 800 RM.	60,32 plus 50 % de l'excédent sur RM.	300	
800—1.100 RM.	310,32 plus 55 % de l'excédent sur RM.	800	
1.100—1.200 RM.	475,32 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.100	
1.200—1.300 RM.	535,32 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.200	
1.300—1.600 RM.	600,32 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.300	
1.600—2.000 RM.	825,32 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.600	
au-dessus de 2.000 RM 57 % sur le total des salaires.			

## Groupe II, Personnes mariées sans enfants

RM. 0— 94	Néant		
95— 200 RM.	0,85 plus 15 % de l'excédent sur RM.	95	
200— 250 RM.	16,60 plus 24 % de l'excédent sur RM.	200	
250— 450 RM.	28,60 plus 40 % de l'excédent sur RM.	250	
450— 850 RM.	108,60 plus 50 % de l'excédent sur RM.	450	
850—1.150 RM.	308,60 plus 55 % de l'excédent sur RM.	850	
1.150—1.250 RM.	473,60 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.150	
1.250—1.350 RM.	533,60 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.250	
1.350—1.650 RM.	598,60 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.350	
1.650—2.000 RM.	823,60 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.650	
au-dessus de 2.000 RM 55 % sur le total des salaires.			

## Groupe III (1), personnes ayant un enfant

RM. 0— 133	Néant		
134— 150 RM.	1,25 plus 8 % de l'excédent sur RM.	134	
150— 233 RM.	2,53 plus 10 % de l'excédent sur RM.	150	
233— 283 RM.	10,83 plus 23 % de l'excédent sur RM.	233	
283— 383 RM.	22,33 plus 40 % de l'excédent sur RM.	283	
383— 883 RM.	62,33 plus 50 % de l'excédent sur RM.	383	
883—1.183 RM.	312,33 plus 55 % de l'excédent sur RM.	883	
1.183—1.283 RM.	477,23 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.183	
1.283—1.383 RM.	537,23 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.283	
1.383—1.683 RM.	602,23 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.383	
1.683—2.000 RM.	827,23 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.683	
au-dessus de 2.000 RM 54 % sur le total des salaires.			

## Groupe III (2) — personnes ayant deux enfants

RM. 0— 156	Néant		
157— 200 RM.	0,88 plus 10 % de l'excédent sur RM.	157	
200— 266 RM.	5,18 plus 12 % de l'excédent sur RM.	200	
266— 316 RM.	13,10 plus 20 % de l'excédent sur RM.	266	
316— 416 RM.	23,10 plus 40 % de l'excédent sur RM.	316	
416— 916 RM.	63,10 plus 50 % de l'excédent sur RM.	416	
916—1.216 RM.	313,10 plus 55 % de l'excédent sur RM.	916	
1.216—1.316 RM.	478,10 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.216	
1.316—1.416 RM.	538,10 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.316	
1.416—1.716 RM.	603,10 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.416	
1.716—2.000 RM.	828,10 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.716	
au-dessus de 2.000 RM 53 % sur le total des salaires.			

## Groupe III (3) — personnes ayant trois enfants

RM. 0— 210	Néant		
211— 300 RM.	1,00 plus 13 % de l'excédent sur RM.	211	
300— 350 RM.	12,57 plus 20 % de l'excédent sur RM.	300	
350— 450 RM.	22,57 plus 40 % de l'excédent sur RM.	350	
450— 950 RM.	62,57 plus 50 % de l'excédent sur RM.	450	
950—1.250 RM.	312,57 plus 55 % de l'excédent sur RM.	950	
1.250—1.350 RM.	477,57 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.250	
1.350—1.450 RM.	537,57 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.350	
1.450—1.750 RM.	602,57 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.450	
1.750—2.000 RM.	827,57 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.750	
au-dessus de 2.000 RM 51 % sur le total des salaires.			

## Groupe III (4) — personnes ayant 4 enfants

RM. 0— 266	Néant		
267— 283 RM.	1,20 plus 10 % de l'excédent sur RM.	267	
283— 383 RM.	2,80 plus 20 % de l'excédent sur RM.	283	
383— 483 RM.	22,80 plus 40 % de l'excédent sur RM.	383	
483— 983 RM.	62,80 plus 50 % de l'excédent sur RM.	483	
983—1.283 RM.	312,80 plus 55 % de l'excédent sur RM.	983	
1.283—1.383 RM.	477,80 plus 60 % de l'excédent sur RM.	1.283	
1.383—1.483 RM.	537,80 plus 65 % de l'excédent sur RM.	1.383	
1.483—1.783 RM.	602,80 plus 75 % de l'excédent sur RM.	1.483	
1.783—2.000 RM.	827,80 plus 80 % de l'excédent sur RM.	1.783	
au-dessus de 2.000 RM 50 % sur le total des salaires.			

## Tabelle zur Berechnung der Lohnsteuer für das Jahr 1946

Monatslöhne Abziehende Steuern

## Steuerklasse I — Unverheiratete Personen

RM	0— 83	RM	0,00		
„	84— 100	„	0,58	dazu 14% des Betrags über RM	84
„	100— 150	„	2,82	„ 18% „ „ „ „	100
„	150— 200	„	11,82	„ 22% „ „ „ „	150
„	200— 250	„	22,82	„ 35% „ „ „ „	200
„	250— 300	„	40,32	„ 40% „ „ „ „	250
„	300— 800	„	60,32	„ 50% „ „ „ „	300
„	800—1 100	„	310,32	„ 55% „ „ „ „	800
„	1 100—1 200	„	475,32	„ 60% „ „ „ „	1 100
„	1 200—1 300	„	535,32	„ 65% „ „ „ „	1 200
„	1 300—1 600	„	600,32	„ 75% „ „ „ „	1 300
„	1 600—2 000	„	825,32	„ 80% „ „ „ „	1 600
über 2 000 „ 57% des Gesamtlohnes.					

## Steuerklasse II — Verheiratete Personen ohne Kinder

RM	0— 94	RM	0,00		
„	95— 200	„	0,85	dazu 15% des Betrags über RM	95
„	200— 250	„	16,60	„ 24% „ „ „ „	200
„	250— 450	„	28,60	„ 40% „ „ „ „	250
„	450— 850	„	108,60	„ 50% „ „ „ „	450
„	850—1 150	„	308,60	„ 55% „ „ „ „	850
„	1 150—1 250	„	473,60	„ 60% „ „ „ „	1 150
„	1 250—1 350	„	533,60	„ 65% „ „ „ „	1 250
„	1 350—1 650	„	598,60	„ 75% „ „ „ „	1 350
„	1 650—2 000	„	823,60	„ 80% „ „ „ „	1 650
über 2 000 „ 55% des Gesamtlohnes.					

## Steuerklasse III (1) — Personen mit einem Kind

RM	0— 133	RM	0,00		
„	134— 150	„	1,25	dazu 8% des Betrags über RM	134
„	150— 233	„	2,53	„ 10% „ „ „ „	150
„	233— 283	„	10,83	„ 23% „ „ „ „	233
„	283— 383	„	22,33	„ 40% „ „ „ „	283
„	383— 883	„	62,33	„ 50% „ „ „ „	383
„	883—1 183	„	312,33	„ 55% „ „ „ „	883
„	1 183—1 283	„	477,23	„ 60% „ „ „ „	1 183
„	1 283—1 383	„	537,23	„ 65% „ „ „ „	1 283
„	1 383—1 683	„	602,23	„ 75% „ „ „ „	1 383
„	1 683—2 000	„	827,23	„ 80% „ „ „ „	1 683
über 2 000 „ 54% des Gesamtlohnes.					

## Steuerklasse III (2) — Personen mit zwei Kindern

RM	0— 156	RM	0,00		
„	157— 200	„	0,88	dazu 10% des Betrags über RM	157
„	200— 266	„	5,18	„ 12% „ „ „ „	200
„	266— 316	„	13,10	„ 20% „ „ „ „	266
„	316— 416	„	23,10	„ 40% „ „ „ „	316
„	416— 916	„	63,10	„ 50% „ „ „ „	416
„	916—1 216	„	313,10	„ 55% „ „ „ „	916
„	1 216—1 316	„	478,10	„ 60% „ „ „ „	1 216
„	1 316—1 416	„	538,10	„ 65% „ „ „ „	1 316
„	1 416—1 716	„	603,10	„ 75% „ „ „ „	1 416
„	1 716—2 000	„	828,10	„ 80% „ „ „ „	1 716
über 2 000 „ 53% des Gesamtlohnes.					

## Steuerklasse III (3) — Personen mit drei Kindern

RM	0— 210	RM	0,00		
„	211— 300	„	1,00	dazu 13% des Betrags über RM	211
„	300— 350	„	12,57	„ 20% „ „ „ „	300
„	350— 450	„	22,57	„ 40% „ „ „ „	350
„	450— 950	„	62,57	„ 50% „ „ „ „	450
„	950—1 250	„	312,57	„ 55% „ „ „ „	950
„	1 250—1 350	„	477,57	„ 60% „ „ „ „	1 250
„	1 350—1 450	„	537,57	„ 65% „ „ „ „	1 350
„	1 450—1 750	„	602,57	„ 75% „ „ „ „	1 450
„	1 750—2 000	„	827,57	„ 80% „ „ „ „	1 750
über 2 000 „ 51% des Gesamtlohnes.					

## Steuerklasse III (4) — Personen mit vier Kindern

RM	0— 266	RM	0,00		
„	267— 283	„	1,20	dazu 10% des Betrags über RM	267
„	283— 383	„	2,80	„ 20% „ „ „ „	283
„	383— 483	„	22,80	„ 40% „ „ „ „	383
„	483— 983	„	62,80	„ 50% „ „ „ „	483
„	983—1 283	„	312,80	„ 55% „ „ „ „	983
„	1 283—1 383	„	477,80	„ 60% „ „ „ „	1 283
„	1 383—1 483	„	537,80	„ 65% „ „ „ „	1 383
„	1 483—1 783	„	602,80	„ 75% „ „ „ „	1 483
„	1 783—2 000	„	827,80	„ 80% „ „ „ „	1 783
über 2 000 „ 50% des Gesamtlohnes.					

**Groupe III (5) — personnes ayant cinq enfants**

RM. 0— 299	Néant	
300— 316	RM. 0,58 plus 12 % de l'excédent sur RM. 300	300
316— 366	RM. 2,50 plus 18 % de l'excédent sur RM. 316	316
366— 416	RM. 11,50 plus 22 % de l'excédent sur RM. 366	366
416— 516	RM. 22,50 plus 40 % de l'excédent sur RM. 416	416
516— 1.016	RM. 62,50 plus 50 % de l'excédent sur RM. 516	516
1.016— 1.316	RM. 312,50 plus 55 % de l'excédent sur RM. 1.016	1.016
1.316— 1.416	RM. 477,70 plus 60 % de l'excédent sur RM. 1.316	1.316
1.416— 1.516	RM. 537,50 plus 65 % de l'excédent sur RM. 1.416	1.416
1.516— 1.816	RM. 602,50 plus 75 % de l'excédent sur RM. 1.516	1.516
1.816— 2.000	RM. 827,50 plus 80 % de l'excédent sur RM. 1.816	1.816

au-dessus de 2.000 RM 49 % sur le total des salaires.

NOTE 1 — Pour les personnes ayant plus de cinq enfants, les limites de toute tranche d'imposition indiquée au barème pour le Groupe III (5) sont augmentées de RM. 33, pour chaque enfant à partir du 6<sup>ème</sup>, et le taux de prélèvement sur les salaires supérieurs à RM 2.000, est réduit de 1 % à raison de chaque enfant à partir du 6<sup>ème</sup>, par exemple pour le Groupe III (6), le barème sera :

RM. 0— 332	} etc... L'impôt à prélever sur les salaires supérieurs à RM. 2.000 est de 48 %.
332— 349	
349— 399	

Note 2 — Le barème pour chaque Groupe, lorsqu'il s'agit de périodes autres que la période mensuelle, sera calculé comme suit :

Salaires à la journée	— 1/26 du barème mensuel
" " " demi-journée	— 1/52 " " "
" " " semaine	— 6/26 " " "
" " " quinzaine	— 12/26 " " "

ANNEXE "C"

31 Janvier 1946

**BARÈME DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS**

REVENUS	MONTANT DE L'IMPOT A PERÇEVOIR
RM 0 — 50.000	35 % du montant du revenu
50.000 — 61.110	17.500 + 90 % de la somme dépassant 50.000
61.110 — 100.000	45 % du montant du revenu
100.000 — 150.000	45.000 + 90 % de la somme dépassant 100.000
150.000 — 500.000	60 % du montant du revenu
500.000 — 600.000	300.000 + 90 % de la somme dépassant 500.000
au-dessus de... 600.000	65 % du montant du revenu

LOI No 13

portant modifications à la législation en matière d'impôt sur le capital.

Le Conseil de Contrôle décrète ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

La „Gesetz über die Weitererhebung der Aufbringungsumlage“ du 17 Juin 1936 et la réglementation subsidiaire sont abrogées.

ARTICLE II

Dans le cas de personnes physiques, l'abattement (Freibeträge) en ce qui concerne l'impôt sur le capital, sera limité à RM. 10.000 pour le contribuable lui-même. Les autres exonérations prévues par l'art. 5 de la Vermögenssteuergesetz sont supprimées.

ARTICLE III

Les taux suivants pour l'impôt annuel sur le capital sont établis à la place du taux unique prévu à l'art. 8 de la „Vermögenssteuergesetz“ :

- a) — Pour les personnes morales assujetties à l'impôt sur le capital (voir Art. 1, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, et l'art. 2, alinéa I, 2<sup>o</sup> de la Vermögenssteuergesetz :
  - I) — 2 % sur un capital global imposable de RM. 500.000 ou moindre ;
  - II) — 2 1/2 % pour un capital global imposable supérieur à RM. 500.000.
- b) — pour les personnes physiques :
  - I) — 1 % pour un capital global imposable de RM. 50.000 ou moindre. S'il s'agit de biens affectés à des exploitations agricoles ou forestières de la même valeur, le taux est de 1 1/2 %.
  - II) — 1 1/2 % pour un capital global imposable supérieur à RM. 50.000, mais ne dépassant pas RM. 500.000.
  - III) — 2 1/2 % pour un capital global imposable supérieur à RM. 500.000.

**Steuerklasse III (5) — Personen mit fünf Kindern**

RM 0— 299	RM 0,00	
300— 316	RM 0,58	dazu 12 % des Betrags über RM 300
316— 366	RM 2,50	" 18% " " " " 316
366— 416	RM 11,50	" 22% " " " " 366
416— 516	RM 22,50	" 40% " " " " 416
516— 1.016	RM 62,50	" 50% " " " " 516
1.016— 1.316	RM 312,50	" 55% " " " " 1.016
1.316— 1.416	RM 477,50	" 60% " " " " 1.316
1.416— 1.516	RM 537,50	" 65% " " " " 1.416
1.516— 1.816	RM 602,50	" 75% " " " " 1.516
1.816— 2.000	RM 827,50	" 80% " " " " 1.816

über 2.000 " 49% des Gesamtlohnes.

Bemerkung : 1. Für Personen mit mehr als fünf Kindern werden alle für Steuerklasse III (5) angegebenen Steuerstufen für jedes Kind vom sechsten ab um RM 33.— erhöht.

Der Betrag des Steuerabzugs für RM 2.000.— monatlich übersteigende Löhne wird für jedes Kind vom sechsten ab um 1% ermäßigt. Für Klasse III (6) gilt also z. B. folgende Tabelle :

RM 0— 332	} Die auf RM 2.000.— übersteigende usw. Löhne zu erhebende Steuer beträgt 48 Prozent.
332— 349	
349— 399	

2. Wenn es sich um andere als monatliche Zeiträume handelt, wird der Steuersatz folgendermaßen berechnet :

Tageslohn	. . . . . 1/26 der Monatstabelle
Halbtagslohn	. . . . . 1/52 der Monatstabelle
Wochenlohn	. . . . . 4/26 der Monatstabelle
Halbmonatslohn	. . . . . 12/26 der Monatstabelle

Anlage "C"

Tabelle zur Berechnung der Körperschaftssteuer

Einkommen	Zu erhebender Steuerbetrag
RM 0— 50 000	35 Prozent des Gesamteinkommens.
" 50 000— 61 110	17 500 und dazu 90 Prozent der 50 000 RM übersteigenden Summe.
" 61 110— 100 000	45 Prozent des Gesamteinkommens
" 100 000— 150 000	45 000 und dazu 90 Prozent der 100 000 RM übersteigenden Summe.
" 150 000— 500 000	60 Prozent des Gesamteinkommens.
" 500 000— 600 000	300 000 und dazu 90 Prozent der 500 000 RM übersteigenden Summe.
" über 600 000	65 Prozent des Gesamteinkommens.

GESETZ Nr. 13

zur Aenderung der Vermögenssteuergesetze

Der Kontrollrat hat das folgende Gesetz beschlossen :

Artikel I

1. Das Gesetz über die Weitererhebung der Aufbringungsumlage vom 17. Juni 1936 und alle zur Durchführung dieses Gesetzes erlassenen Verordnungen und Verwaltungsvorschriften werden hiermit aufgehoben.

Artikel II

Die Vermögenssteuer-Freibeträge für natürliche Personen werden auf RM 10 000.— für den Steuerpflichtigen selbst beschränkt. Alle anderen in Paragraph 5 des Vermögenssteuergesetzes gewährten Freibeträge kommen in Wegfall.

Artikel III

An Stelle des einheitlichen in Paragraph 8 des Vermögenssteuergesetzes vorgesehenen Steuersatzes treten die folgenden jährlichen Vermögenssteuersätze :

- a) Für vermögenssteuerpflichtige Rechtspersönlichkeiten (siehe Paragraph 1 Ziffer (1) 2 und Paragraph 2 Ziffer (1) 2 des Vermögenssteuergesetzes) :
  - I) 2% wenn das steuerpflichtige Gesamtvermögen RM 500 000 nicht übersteigt;
  - II) 2 1/2% wenn das steuerpflichtige Gesamtvermögen RM 500 000 übersteigt.
- b) Für natürliche Personen :
  - I) 1% wenn das steuerpflichtige Gesamtvermögen RM 50 000 nicht übersteigt; 1 1/2% wenn das Gesamtvermögen RM 50 000 nicht übersteigt und der Land- und Forstwirtschaft gewidmet ist.
  - II) 1 1/2% wenn das steuerpflichtige Gesamtvermögen zwar RM 50 000, nicht aber RM 500 000 übersteigt.
  - III) 2 1/2% wenn das steuerpflichtige Gesamtvermögen RM 500 000 übersteigt.

## ARTICLE IV

1. — L'impôt sur le capital viendra en déduction (*abzugsfähige Ausgabe*) dans le calcul du revenu net soumis à l'impôt sur le revenu des sociétés. Les articles 11 et 12 de la „*Körperschaftsteuergesetz*“ sont modifiés en conséquence.

2. — Dans le calcul du revenu imposable au titre de l'impôt sur le revenu, les sommes versées au titre de l'impôt sur le capital viendront en déduction comme frais particuliers (*Sonderausgaben*) aux termes de l'Art. 10 de l'„*Einkommensteuergesetz*“.

3. — L'impôt sur le capital viendra en déduction dans le calcul du revenu net imposable au titre de l'impôt sur les excédents de bénéfices.

## ARTICLE V

L'impôt sur le capital est perçu :

- a) — Que le redevable dispose ou non d'un revenu net, et
- b) — Quel que soit le montant de tous les autres impôts.

## ARTICLE VI

Les modifications apportées à l'Art. 22 de la „*Reichsbewertungsgesetz*“ (qui traite des nouvelles évaluations en ce qui concerne l'„*Einheitswert*“, lorsque la valeur du bien a changé) par l'Art. 11 de la „*Steuervereinfachungsverordnung*“ du 14 Septembre 1944, sont abrogées. L'Art. 22 de la „*Reichsbewertungsgesetz*“ dans la forme où il existait au 14 Septembre 1944 est rétabli.

## ARTICLE VII

De nouvelles opérations d'assiette générales (*Hauptveranlagungen*) (Art. 12 de la „*Vermögenssteuergesetz*“) seront faites sur le capital imposable. Elles seront basées sur la valeur de ces biens au 1er Janvier 1946, en tenant compte des dispositions de l'Art. VI de la présente loi.

## ARTICLE VIII

1. Toutes les personnes physiques assujetties sans restriction à l'impôt et dont le capital représente une valeur globale de RM 10.000 ou plus, doivent établir une nouvelle déclaration pour l'impôt, en indiquant la valeur de leurs biens au 1er Janvier 1946. L'Art. 12, alinéa 1, 1<sup>o</sup>, de la „*Durchführungsverordnung zum Vermögenssteuergesetz*“ est modifié en conséquence. Toutes les autres personnes physiques et toutes les personnes morales tenues, en vertu de l'Art. 12 alinéa 1, 2<sup>o</sup>, alinéas 2 & 3 de ladite *Durchführungsverordnung*, d'établir une déclaration pour l'impôt, doivent souscrire une nouvelle déclaration indiquant la valeur de leurs biens imposables au 1er Janvier 1946.

2. Les personnes tenues, en vertu du paragr. 1 du présent article d'établir ladite déclaration, seront passibles des peines prévues par la loi si elles ne l'établissent pas, ou si elles sous-estiment la valeur des biens imposables.

3. Les autorités fiscales allemandes prendront les mesures nécessaires pour vérifier lesdites déclarations.

## ARTICLE IX

Toute autre législation fiscale allemande incompatible avec la présente loi est abrogée ou modifiée en conformité avec la présente loi.

## ARTICLE X

Les taux de l'impôt indiqués à la présente loi s'appliquent à partir du 1er Janvier 1946.

Fait à Berlin, le 11 Février 1946.

P. KOENIG, Général de Corps d'Armée  
J. JOUKOV, Maréchal de l'Union Soviétique  
Joseph T. Mac NARNEY, Général  
H. M. BURROUGH, Admiral.

## LOI No 14

Portant modifications à la législation en matière d'impôt sur les voitures automobiles

Le Conseil de Contrôle décrète ce qui suit :

## ARTICLE 1er

Pour les types de voitures automobiles énumérés ci-dessous, les taux suivants de l'impôt annuel remplacent intégralement les taux spécifiés à l'article II de la „*Kraftfahrzeugsteuergesetz*“.

## Artikel IV

Bei Feststellung des Nettoeinkommens für Zwecke der Körperschaftsteuer-Veranlagung stellen bezahlte Vermögensteuern abzugsfähige Ausgaben dar. Paragraphen 11 und 12 des Körperschaftsteuergesetzes werden hiermit entsprechend abgeändert.

2. Bei Ermittlung der Einkommensteuerpflicht sind bezahlte Vermögensteuern als Sonderausgaben, gemäß Paragraph 10 des Einkommensteuergesetzes abzugsfähig.

3. Bei Feststellung des Nettoeinkommens für Zwecke der Veranlagung der außerordentlichen Gewinnsteuer stellen bezahlte Vermögensteuern abzugsfähige Ausgaben dar.

## Artikel V

Vermögensteuerpflicht besteht :

- a) Ohne Unterschied, ob der Steuerpflichtige ein Nettoeinkommen bezieht oder nicht; und
- b) Ohne Rücksicht auf den Betrag anderer Steuern, die der Steuerpflichtige zu entrichten hat.

## Artikel VI

Die in § 11 der Steuervereinfachungsverordnung vom 14. September vorgenommenen Änderungen des § 22 des Reichsbewertungsgesetzes (das die Neufeststellung des Einheitswertes im Falle von Wertänderungen betrifft) werden aufgehoben. Paragraph 22 des Reichsbewertungsgesetzes tritt in seiner unmittelbar vor dem 14. September 1944 bestehenden Fassung wieder in Kraft.

## Artikel VII

Vermögensteuerpflichtiges Vermögen ist einer neuen Hauptveranlagung (§ 12 des Vermögenssteuergesetzes) zu unterziehen. Dieser Hauptveranlagung ist der Wert des steuerpflichtigen Vermögens vom 1. Januar 1946 zugrunde zu legen. Bei der Vornahme dieser Neuveranlagung finden die Bestimmungen des Artikels VI dieses Gesetzes entsprechend Anwendung.

## Artikel VIII

1. Alle unbeschränkt vermögensteuerpflichtigen natürlichen Personen, deren Gesamtvermögen RM 10 000 übersteigt, haben eine neue Vermögensteuererklärung, aus der der Wert ihres Vermögens nach dem Stand vom 1. Januar 1946 ersichtlich ist, abzugeben. Paragraph 12 (1) 1 der Durchführungsverordnung zum Vermögenssteuergesetz wird hiermit entsprechend abgeändert.

Alle anderen natürlichen und alle Rechtspersonlichkeiten, die gemäß § 12 (1) II, (2) und (3) der Durchführungsverordnung zur Abgabe einer Vermögensteuererklärung verpflichtet sind, haben eine neue Erklärung abzugeben, aus welcher der Wert ihres steuerpflichtigen Vermögens vom 1. Januar 1946 ersichtlich ist.

2. Personen, die gemäß Absatz 1 dieses Artikels zur Abgabe einer Steuererklärung verpflichtet sind, setzen sich den im Gesetz vorgesehenen Strafen aus, wenn sie die Abgabe der Steuererklärung unterlassen oder den Wert des steuerpflichtigen Vermögens zu niedrig angeben.

3. Die deutschen Steuerbehörden haben alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Steuererklärungen zu überprüfen.

## Artikel IX

Alle übrigen deutschen steuergesetzlichen Bestimmungen, die mit dem gegenwärtigen Gesetz unvereinbar sind, treten außer Kraft oder werden hiermit nach Maßgabe der Vorschriften dieses Gesetzes abgeändert.

## Artikel X

Die in diesem Gesetz vorgesehenen Steuersätze sind erstmalig mit Wirkung vom 1. Januar 1946 anzuwenden.

Ausgefertigt in BERLIN, den 11. Februar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von P. KOENIG, Armeekorps-General; G. SCHUKOV, Marschall der Sowjetunion; Joseph T. McNARNEY, General, und H. M. BURROUGH, Admiral, unterzeichnet).

## GESETZ Nr. 14

zur Änderung der Kraftfahrzeugsteuergesetze.

Der Kontrollrat hat das folgende Gesetz beschlossen :

## Artikel I

Die in Paragraph 11 des Kraftfahrzeugsteuergesetzes vorgesehenen Steuersätze werden in ihrer Gesamtheit durch die folgenden jährlichen Steuersätze ersetzt :

TYPES	Pour chaque 200 Kg. de poids à vide (eigengewicht) ou fraction de 200 Kg. (en RM)	Pour chaque 100 cm <sup>3</sup> de cylindre ou fraction de 100 cm <sup>3</sup> (en RM)
1. — Motocycles ou Tricycles à moteur		12
2. — Voitures de tourisme, à l'exclusion des autobus.		18
3. — Tracteurs sans plate-forme de chargement-poids à vide jusqu'à 2.400 Kg.	30	
-poids à vide supérieur à 2.400 Kg.	15	
4. — Toutes autres voitures y compris les autobus et camions :		
-poids à vide jusqu'à 2.400 Kg.	45	
-poids à vide supérieur à 2.400 Kg.	15	

ARTICLE II

1. — L'année fiscale commence le 1er Janvier de chaque année.
2. — L'impôt sur les véhicules dont le permis a été délivré avant le 1er Juillet de chaque année, est payable au taux de l'année complète. Il est de 50 % de ce taux sur les véhicules dont le permis sera du 1er Juillet de chaque année ou postérieur à cette date. Les dispositions du présent paragraphe remplacent l'article 13 alinéa 2 de la „Kraftfahrzeugsteuergesetz“.

ARTICLE III

Les exonérations d'impôts accordées par l'article 2 de la „Kraftfahrzeugsteuergesetz“ à certaines catégories de véhicules automobiles, sont supprimées.

ARTICLE IV

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 3 de la „Kraftfahrzeugsteuergesetz“ (Steuerbefreites Halten) :

- a) — A l'alinéa 2, les mots „Les forces armées ou“ sont supprimés, et
- b) — Les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

ARTICLE V

L'ordonnance du 17 Mai 1938, qui accordait des exonérations d'impôts à certaines catégories de véhicules automobiles, est abrogée.

ARTICLE VI

Toute mesure de la législation fiscale allemande incompatible avec la présente loi, est abrogée ou modifiée en conformité avec la présente loi.

ARTICLE VII

Les taux des impositions indiqués à la présente loi s'appliquent à partir du 1er Janvier 1946.

FAIT A BERLIN, le 11 Février 1946.

P. KOENIG, Gal de Corps d'Armée  
G. JOUKOV, Maréchal Union Sov.  
Joseph T. McNARNEY, General  
H. M. BURROUGH, Admiral

	je 200 Kilogramm Eigengewicht oder einen Teil davon RM	je 100 Kubikzentimeter Hubraum oder einen Teil davon RM
1. Zwei- und Dreiradkraftfahrzeuge		12
2. Personenkraftwagen, ausgenommen Kraftomnibusse		18
3. Zugmaschinen ohne Güterladerraum : von dem Eigengewicht bis zu 2 400 kg	30	
von dem Eigengewicht über 2 400 kg	15	
4. Alle anderen Fahrzeuge, einschließl. Kraftomnibusse und Lastkraftwagen : von dem Eigengewicht bis zu 2 400 kg	45	
von dem Eigengewicht über 2 400 kg	15	

Artikel II

1. Das Steuerjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres.
2. Die Steuern für Kraftfahrzeuge, die vor dem 1. Juli eines Jahres zum Verkehr zugelassen werden, sind in der Höhe des vollen jährlichen Steuersatzes zu entrichten. Steuern für Kraftfahrzeuge, die am oder nach dem 1. Juli eines Jahres zum Verkehr zugelassen werden, sind in Höhe des halben jährlichen Steuersatzes zu entrichten. Die Bestimmungen dieses Absatzes treten an die Stelle des Paragraphen 13 (2) des Kraftfahrzeugsteuergesetzes.

Artikel III

Die für bestimmte Gruppen von Kraftfahrzeugen in Paragraph 2 des Kraftfahrzeugsteuergesetzes gewährten Steuerbefreiungen kommen in Wegfall.

Artikel IV

Paragraph 3 des Kraftfahrzeugsteuergesetzes (der „steuerbefreites Halten“ betrifft), wird wie folgt abgeändert :

- a) In Ziffer (2) werden die Worte „im Dienste der Wehrmacht oder“ gestrichen ;
- b) Die Ziffern (3), (4) und (5) werden außer Kraft gesetzt.

Artikel V

Die Verordnung vom 17. Mai 1938, die bestimmten Gruppen von Kraftfahrzeugen Steuerbefreiungen gewährte, wird hiermit außer Kraft gesetzt.

Artikel VI

Alle übrigen deutschen steuergesetzlichen Bestimmungen, die mit dem gegenwärtigen Gesetz unvereinbar sind, treten außer Kraft oder werden hiermit nach Maßgabe der Vorschriften dieses Gesetzes abgeändert.

Artikel VII

Die in diesem Gesetz vorgesehenen Steuersätze sind erstmalig mit Wirkung vom 1. Januar 1946 anzuwenden.

Ausgefertigt in BERLIN, den 11. Februar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von P. KOENIG, Armeekorps-General, G. SCHUKOV, Marschall der Sowjetunion; Joseph T. McNARNEY, General, und H. M. BURROUGH, Admiral, unterzeichnet).

Loi No 15 portant modifications à la législation en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires

Le Conseil de Contrôle décrète ce qui suit :

ARTICLE 1er

1. Les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires seront établis comme suit :
  - a) Taux général . . . . . 3 %
  - b) Ventes en gros . . . . . ¾ %
  - c) Produits agricoles et forestiers . . . . . 1½ %
  - d) Entreprises dont le chiffre d'affaires pendant l'année précédente était supérieur à RM 1.000.000 . . . . . 3¾ %
2. En application du paragraphe 1 de cet article l'article 7 de la loi du 17 Octobre 1934 sur le chiffre d'affaires (Umsatzsteuergesetz), est modifié comme suit :
  - a) au paragraphe 1, changer . . . . . 2 % en 3 %
  - b) " " 2, " . . . . . 1 % en 1½ %
  - c) " " 3, " . . . . . 1½ % en ¾ %
  - d) " " 4, " . . . . . 2½ % en 3¾ %

GESETZ Nr. 15 zur Abänderung der Umsatzsteuergesetze.

Der Kontrollrat hat das folgende Gesetz beschlossen :

Artikel I

1. Die Umsatzsteuersätze werden wie folgt festgesetzt :
  - a) Allgemeiner Steuersatz . . . . . 3 %
  - b) Lieferungen im Großhandel . . . . . ¾ %
  - c) Lieferungen land- und forstwirtschaftlicher Erzeugnisse . . . . . 1½ %
  - d) Unternehmen, deren Gesamtumsatz im letzten vorangegangenen Kalenderjahr RM 1 000 000 überstiegen hat . . . . . 3¾ %
2. Auf Grund Absatz 1 dieses Artikels wird § 7 des deutschen Umsatzsteuergesetzes vom 17. Oktober 1934 folgendermaßen geändert :
  - a) in Absatz 1 muß es 3 % statt 2 % heißen ;
  - b) in Absatz 2 muß es 1½ % statt 1 % heißen ;
  - c) in Absatz 3 muß es ¾ % statt 1½ % heißen ;
  - d) in Absatz 4 muß es 3¾ % statt 2½ % heißen.

3. Aux fins de déclaration mensuelle (*Voranmeldungen*), lorsque le chiffre d'affaires ne dépasse pas RM 75.000 par mois, un taux mixte est établi pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est composé de plusieurs éléments, conformément aux pratiques en vigueur (voir article 8 de l'ordonnance du 14 Septembre 1944 (*Steuervereinfachungsverordnung*)) mais en tenant compte des nouveaux taux indiqués ci-dessus. Lorsque le chiffre d'affaires atteint ou dépasse RM 75.000 par mois, le dit article 8 ne sera plus applicable, et l'impôt devra être calculé pour déclaration mensuelle conformément aux taux existants indiqués ci-dessus pour chaque catégorie de chiffre d'affaires.
4. Lors de la déclaration définitive (*Abschlußanmeldung*), il sera procédé à une vérification, afin d'assurer que les taux indiqués ci-dessus ont été correctement appliqués pour chaque catégorie de chiffre d'affaires, et le montant de l'impôt sera déterminé en conséquence. Cette disposition s'applique, que le chiffre d'affaires dépasse RM. 75.000 ou non.  
Le dit article 8 ne s'applique plus aux déclarations définitives et aux impositions.

## ARTICLE 2

1. Toutes les transactions opérées entre une Société mère et ses filiales, ou entre deux ou plusieurs filiales de la même Société, sont assujetties à l'impôt sur le chiffre d'affaires dans tous les cas où ces transactions auraient été imposables s'il s'était agi d'entreprises indépendantes.
2. L'article 2, paragraphe (2) de la loi du 17 Octobre 1934 (*Umsatzsteuergesetz*) et l'article 17 de l'Ordonnance de mise en vigueur du 23 Décembre 1938 (*Durchführungsbestimmungen zum Umsatzsteuergesetz*), et toutes les autres dispositions de la législation en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires sont abrogés ou modifiés, en exécution du paragraphe 1er du présent article.

## ARTICLE 3

1. Les déclarations mensuelles (*Voranmeldungen*) et l'acquiescement mensuel de l'impôt sur le chiffre d'affaires doivent être effectués par tous les redevables, à l'exception :
- des contribuables dont le montant mensuel de l'impôt sur le chiffre d'affaires est inférieur à RM 50
  - des agriculteurs et exploitants forestiers qui ne tiennent pas de comptabilité.
2. L'article 13 alinéa 1 de la loi du 17 Octobre 1934 (*Umsatzsteuergesetz*) est modifié en conséquence.

## ARTICLE 4

Toute autre mesure de la législation fiscale allemande incompatible avec la présente loi, est abrogée ou modifiée en exécution des dispositions de celle-ci.

## ARTICLE 5

Les taux d'imposition indiqués à la présente loi s'appliqueront à partir du 1er Février 1946.

FAIT A BERLIN, le 11 Février 1946.

P. KOENIG,  
Général de Corps d'Armée.  
G. JOUKOV,  
Maréchal de l'Union Soviétique  
Joseph T. McNARNEY,  
General  
H. M. BURROUGH,  
Admiral

## ORDRE No 2

## CONFISCATION ET REMISE DES ARMES ET DES MUNITIONS

En vue d'assurer le désarmement de la population et de contribuer à la Sécurité Publique en Allemagne, le Conseil de Contrôle ordonne :

- Il est interdit à toute personne de détenir et de porter des armes et des munitions.
- Tout propriétaire ou détenteur d'armes et de munitions devra, dans un délai de 10 jours à dater de la publication du présent ordre, les remettre au Commandement Militaire Allié le plus proche.
- Toute personne ayant connaissance en quelque lieu que ce soit d'une arme quelle qu'elle soit, de munitions ne se trouvant pas sous le contrôle allié ou d'un dépôt d'armes, de munitions ou d'explosifs, ou encore d'une entreprise servant à la fabrication d'armes, de munitions ou d'explosifs, devra en informer immédiatement le Commandement Militaire Allié le plus proche.
- Le port, la dissimulation ou la possession d'armes ou de munitions ne sera pas considéré comme une infraction lorsque ces armes ou munitions auront été remises conformément aux dispositions de l'Article 2 du présent ordre.
- Le présent ordre ne s'applique pas à la Police Allemande, en ce qui concerne le port et la détention d'armes ou de munitions, dans des conditions qui ont été fixées, ou viendraient à être fixées par le Conseil de Contrôle Allié.

3. Falls der Umsatz UM 75 000 im Monat nicht übersteigt, wird für Zwecke der monatlichen Voranmeldungen ein Durchschnittssatz nach Maßgabe der gegenwärtig geltenden Regeln (s. § 8 Steuervereinfachungsverordnung vom 14. September 1944), aber unter Berücksichtigung der oben angeführten neuen Steuersätze für die Unternehmen festgesetzt, bei denen verschiedenartige Umsätze nebeneinander vorkommen.

Falls der Umsatz RM 75 000 im Monat erreicht oder übersteigt, ist § 8 der Steuervereinfachungsverordnung vom 14. September 1944 nicht mehr anzuwenden, sondern die Steuer für die monatliche Voranmeldung nach den tatsächlichen, oben für jede Umsatzklasse angeführten Steuersätzen zu berechnen.

4. Bei der Abschlußanmeldung ist erforderlichenfalls eine Berichtigung vorzunehmen, um die richtige Anwendung der entsprechenden oben angeführten Steuersätze auf jede Umsatzklasse zu gewährleisten. Der Steuerbetrag wird demgemäß festgesetzt. Diese Vorschrift findet Anwendung, ob der Umsatz RM 75 000 übersteigt oder nicht.  
Der in Ziffer 3 genannte § 8 wird auf Abschlußanmeldungen und auf Steuerveranlagungen nicht mehr angewendet.

## Artikel II

1. Alle zwischen einer Muttergesellschaft und ihren Tochtergesellschaften, oder zwischen mehreren Tochtergesellschaften derselben Muttergesellschaft getätigten Transaktionen unterliegen der Umsatzsteuerpflicht in allen Fällen, in denen sie umsatzsteuerpflichtig wären, wenn es sich um unabhängige Unternehmen gehandelt hätte.
2. Paragraph 2, Absatz 2 des Umsatzsteuergesetzes vom 17. Oktober 1934, und § 17 der Durchführungsbestimmungen zum Umsatzsteuergesetz vom 23. Dezember 1938, sowie alle anderen einschlägigen Bestimmungen der Umsatzsteuergesetzgebung treten außer Kraft oder werden hiermit nach Maßgabe der Vorschriften des Absatzes 1 dieses § geändert.

## Artikel III

1. Von der Pflicht zur Abgabe der monatlichen Voranmeldungen und Entrichtung der monatlichen Umsatzsteuerbeträge sind nur die folgenden Steuerpflichtigen ausgenommen :
- Steuerpflichtige, deren monatliche Umsatzsteuer unter RM 50.— liegt.
  - Land- und Forstwirte, die keine Bücher führen.
2. Paragraph 13, Absatz 1, des Umsatzsteuergesetzes vom 17. Oktober 1934 wird hiermit entsprechend geändert.

## Artikel IV

Alle übrigen deutschen Steuergesetze und Bestimmungen, die mit dem gegenwärtigen Gesetz unvereinbar sind, treten außer Kraft, oder werden hiermit nach Maßgabe der Vorschriften dieses Gesetzes geändert.

## Artikel V

Die in diesem Gesetze vorgesehene Steuersätze sind erstmalig mit Wirkung vom 1. Januar 1946 anzuwenden.

Ausgefertigt in BERLIN, den 11. Februar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von P. KOENIG, Armeekorps-General; G. SCHUKOV, Marschall der Sowjetunion; Joseph T. McNARNEY, General, und H. M. BURROUGH, Admiral, unterzeichnet.)

## BEFEHL Nr. 2

## Beschlagnahme und Ablieferung von Waffen und Munition

Zwecks Entwaffnung der Bevölkerung und im Interesse der Sicherheit in Deutschland erläßt der Kontrollrat folgenden

## BEFEHL.

- Es ist jedermann verboten, Waffen zu tragen oder Waffen oder Munition bei sich zu führen oder im Besitz oder Eigentum zu haben.
- Wer Waffen oder Munition in seinem Besitz oder Eigentum hat, muß sie binnen zehn Tagen nach Bekanntmachung dieses Befehls beim nächsten Alliierten Militärbefehlshaber abliefern.
- Wer Kenntnis davon hat, daß — gleichviel wo — Waffen oder Munition oder ein Lager von Waffen, Munition oder Explosivstoffen oder Einrichtungen zur Herstellung von Waffen, Munition oder Explosivstoffen vorhanden sind, die nicht unter der Kontrolle der Alliierten stehen, muß hierüber unverzüglich dem nächsten Alliierten Militärbefehlshaber Meldung erstatten.
- Das Tragen, die Verheimlichung oder der Besitz von Waffen oder Munition werden nicht als Vergehen betrachtet, falls die Waffen und Munition nach Maßgabe der Bestimmungen der Ziffer 2 dieses Befehls abgeliefert werden.
- Dieser Befehl findet keine Anwendung auf die deutsche Polizei, soweit es sich um das Tragen und den Besitz von Waffen und Munition gemäß den vom Kontrollrat festgesetzten oder noch festzusetzenden Bedingungen handelt.

Tout type d'armes mis à la disposition de la police allemande et des autorités locales devra être enregistré au bureau local du Gouvernement Militaire ou à la Kommandantur Militaire.

6. — a) Le Présent Ordre s'appliquera à toutes les personnes physiques ou morales ou à tout groupe de personnes. Il ne s'appliquera pas aux membres militaires ou civils des forces d'Occupation Alliées.

b) L'expression „Armes et Munitions“ comprend toutes les armes à feu, notamment les fusils de chasse, les munitions, les matières explosives et les armes blanches de toute nature.

Elle ne comprend pas les matières explosives autorisées par le Commandement Militaire pour l'exécution de tous travaux de sape ou autres travaux analogues dans les carrières, ou les mines.

7. — Quiconque aura contrevenu aux prescriptions du présent ordre sera passible de poursuites pénales et de sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort.

Fait à BERLIN, le 7 Janvier 1946.

B. H. ROBERTSON, Lieutenant — Général  
L. KOELTZ, Général de Corps d'Armée  
V. D. SOKOLOVSKY, Général d'Armée  
LUCIUS D. CLAY, Lieutenant — Général.

## ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

### ORDONNANCE No 34

concernant le recensement de tous appareils cinématographiques de prise de vues, de prise de son ou de projections.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié sur le blocage et le contrôle des biens,

Vu l'Ordonnance No 5 en date du 4 Septembre 1945 concernant le contrôle de l'Économie allemande dans la Zone Française d'Occupation,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

### ORDONNE :

ART. 1. — Toute personne détentrice d'appareils cinématographiques de prise de vues, de prise de son ou d'appareils de projections de formats de 35 m/m, 16 m/m, 9,5 m/m, 8 m/m et d'appareils fixes à dispositif, de même que des pièces accessoires de ces appareils doit établir un relevé complet de ce matériel.

Ce relevé spécifiera :

- le genre du matériel ou des accessoires,
- leur nombre,
- la désignation exacte de l'endroit où ce matériel est entreposé,
- l'origine de ce matériel,
- le nom et l'adresse de la personne pour le compte de laquelle ce matériel a été remis et gardé.

Dans le premier mois de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ce relevé devra être adressé en triple exemplaires au Maire de la résidence des détenteurs de ce matériel, ou au Maire du lieu où il se trouve.

Les Directeurs des Salles de Cinéma ne sont pas tenus de déclarer le matériel de projection équipant normalement la cabine de leur salle et qui a déjà fait l'objet d'une déclaration.

ART. 2. — Les appareils ci-dessus énumérés ayant appartenu soit à des organismes officiels du Reich, soit à des firmes ou à des entreprises cinématographiques dépendant directement ou indirectement de l'État Allemand, soit à des personnes qui travaillaient d'une façon directe ou indirecte pour le compte du „Propaganda-Ministerium“ pourront être confisqués sans que cette mesure puisse ouvrir droit à aucune indemnité.

ART. 3. — Les infractions à la présente ordonnance seront passibles des sanctions prévues par les lois en vigueur. En outre, les tribunaux pourront ordonner la confiscation du matériel sans indemnité.

Sämtliche Arten von Waffen, die der deutschen Polizei und den örtlichen Behörden zur Verfügung gestellt worden sind, müssen bei dem örtlichen Militärbefehlshaber oder bei der Militärkommandantur in ein Register eingetragen werden.

6 a) Dieser Befehl gilt für alle natürlichen und juristischen Personen und Personengruppen. Auf Militär- und Zivilpersonen der Alliierten Besatzungstreitkräfte findet er keine Anwendung.

b) Der Ausdruck „Waffen und Munition“ umfaßt Feuerwaffen jeglicher Art, namentlich auch Jagdgewehre, sowie jede Art von Munition, Explosivstoffen und Hieb- und Stichwaffen.

Er umfaßt jedoch nicht die Explosivstoffe deren Gebrauch vom Militärkommando zur Ausführung von Abbruch- oder ähnlichen Arbeiten in Steinbrüchen oder Bergwerken genehmigt worden ist.

7. Wer den Bestimmungen dieses Befehls zuwiderhandelt, setzt sich strafrechtlicher Verfolgung aus, wobei auch auf Todesstrafe erkannt werden kann.

BERLIN, den 7. Januar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen verfaßten Originaltexte dieses Befehls sind von B. H. ROBERTSON, Generalleutnant; L. KOELTZ, Armee-General; V. D. SOKOLOVSKY, General der Armee und Lucius D. CLAY, Generalleutnant, unterzeichnet.)

## VERORDNUNGEN

### VERORDNUNG Nr. 34

des Commandant en Chef Français en Allemagne concernant l'Anmeldung aller Kinoapparate für Bild, Ton und Projektion.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen,

Verordnung Nr. 5 vom 4. September 1945 über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft im französischen Besatzungsgebiet folgende

### VERORDNUNG.

Artikel 1. Jeder Besitzer von Kinoapparaten für Bild und Ton und von Projektionsapparaten im Format von 35 mm, 16 mm, 9,5 mm, 8 mm und von Standapparaten sowie von Zubehörtellen für solche Apparate, hat ein vollständiges Verzeichnis dieses Materials aufzustellen.

Dieses Verzeichnis muß näher angeben:  
die Art des Materials und der Zubehörteile,  
ihre Anzahl,

die genaue Bezeichnung des Ortes, an dem dieses Material untergebracht ist,

die Herkunft dieses Materials,

den Namen und die Adresse desjenigen, auf dessen Name das Material niedergelegt ist und aufbewahrt wird.

Binnen einem Monat nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung muß dieses Verzeichnis in drei Exemplaren dem Bürgermeisteramt des Wohnortes des Besitzers des Materials oder dem Bürgermeisteramt des Ortes, an dem sich das Material befindet, überreicht werden.

Die Direktoren der Kinos sind zur Anmeldung nicht verpflichtet, soweit es sich um Projektionsmaterial handelt, mit dem der Vorführungsraum ihrer Kinos ausgestattet ist, wenn über dieses bereits eine Anmeldung erfolgt ist.

Artikel 2. Die vorstehend aufgezählten Apparate, die behördlichen Organisationen des Reiches oder mittelbar oder unmittelbar dem deutschen Staat unterstehenden Firmen oder Unternehmungen der Kinobranche oder mittelbar oder unmittelbar für das Propagandaministerium arbeitenden Personen gehört haben, können ohne jede Entschädigung beschlagnahmt werden.

Artikel 3. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung unterliegen der in den geltenden Gesetzen vorgesehenen Bestrafung. Die Gerichte können darüber hinaus die Beschlagnahme des Materials ohne Entschädigung anordnen.

ART. 4. — L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, est chargé de l'application de la présente Ordonnance qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

Baden-Baden, le 10 Février 1946

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

#### ORDONNANCE No 35

concernant la détention et la remise aux Autorités Françaises des pellicules négatives ou positives, vierges ou impressionnées et de toutes copies de films de tous formats.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 1 en date du 28 Juillet 1945, maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié,

Vu l'ordonnance No 5 en date du 4 Septembre 1945, concernant le contrôle de l'Économie Allemande dans la Zone Française d'Occupation

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

#### ORDONNE :

ART. 1. — Les détenteurs de pellicules positives ou négatives, vierges ou impressionnées, de copies de films de tous formats, de négatifs de films de toutes sortes, devront les remettre dans le premier mois de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, à la Mairie de leur résidence ou à celle du lieu où se trouve ce matériel.

ART. 2 — Les Délégués Supérieurs peuvent accorder dispense de cette obligation.

ART. 3 — Si le matériel énuméré à l'article 1er est détenu par des particuliers ou des organismes ayant appartenu au parti national-socialiste ou s'il présente un caractère de propagande national-socialiste, il pourra être confisqué sans indemnité.

ART. 4 — Les infractions à la présente ordonnance seront passibles des sanctions prévues par les lois en vigueur. En outre, les tribunaux pourront ordonner la confiscation du matériel sans indemnité.

ART. 5 — L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

Baden-Baden, le 10 Février 1946.

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

Artikel 4. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation wird mit der Durchführung dieser Verordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 10. Februar 1946.

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

#### VERORDNUNG Nr. 35

des Commandant en Chef Français en Allemagne  
betreffend Besitz von Filmen und zwar von Negativen und Positiven und belichteten und unbelichteten Filmen und von Filmkopien jeden Formats und ihre Ablieferung an die französischen Behörden.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945

Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung des vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié,

Verordnung Nr. 5 vom 4. September 1945 über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft im französischen Besetzungsgebiet,  
folgende

#### VERORDNUNG.

Artikel 1. Die Besitzer von Filmen und zwar von Negativen und Positiven und belichteten und unbelichteten Filmen, von Filmkopien jeden Formats und von Filmnegativen jeder Art, sind zu deren Ablieferung an das Bürgermeisteramt ihres Wohnsitzes oder an das Bürgermeisteramt des Ortes, an dem sich das Material befindet, binnen einem Monat nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung verpflichtet.

Artikel 2. Die Délégués Supérieurs können Befreiung von dieser Verpflichtung erteilen.

Artikel 3. Falls das im Artikel 1 aufgeführte Material sich im Besitze von Privatpersonen oder Organisationen, die der Nationalsozialistischen Partei gehört haben, befindet oder wenn es sich als Mittel nationalsozialistischer Propaganda darstellt, ist seine Beschlagnahme ohne Entschädigung zulässig.

Artikel 4. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung unterliegen der in den geltenden Gesetzen vorgesehenen Bestrafung. Die Gerichte können darüber hinaus die Beschlagnahme des Materials ohne Entschädigung anordnen.

Artikel 5. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation wird mit der Durchführung dieser Verordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 10. Februar 1946.

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

#### ARRETES (Verfügungen)

##### ARRÊTÉ No 37

de l'Administrateur Général portant création de Régie autonome des Transports dans chaque Province.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945, portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par le décret du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 5 du 4 Septembre 1945, concernant le contrôle de l'économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation.

Vu l'arrêté No 1 du 21 Aout 1945, du Commandant en Chef Français, instituant des délégués de l'Administrateur Général,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

##### VERFUGUNG Nr 37

des Administrateur Général betreffend Errichtung der Selbstverwaltung für die einzelnen Länder auf dem Gebiete des Beförderungswesens.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 5 vom 4. September 1945 betreffend Kontrolle der deutschen Wirtschaft im französischen Besetzungsgebiet,

Verfügung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 21. August 1945, über die Einsetzung von Délégués de l'Administrateur Général

Le Comité Juidique entendu,

**ARRÊTE :**

ART. 1 — Il est créé dans chaque délégation supérieure de la Zone Française d'Occupation, une Régie autonome des Transports routiers chargée d'effectuer les transports de toute nature qui lui seront prescrits par le Gouvernement Militaire.

ART. 2 — Le parc de matériel roulant mis à la disposition des régies comprendra :

1. du matériel provenant des prises de guerre (Wehrmacht) désigné par le Commandant en Chef Français en Allemagne,
2. du matériel cédé par les Alliés,
3. du matériel construit par les usines de la Zone Française,
4. Éventuellement, du matériel provenant des unités du Commandement des Transports Automobiles pour les Gouvernements Militaires des Territoires Occupés (T. A. G. M. T. O.).

Exceptionnellement, en cas de besoin, les Régies pourront, avec l'autorisation du Directeur Général de l'Économie et des Finances, compléter leur parc du matériel obtenu par voie de réquisition ou par du matériel de toute provenance acquis ou loué.

ART. 3 — Chaque Régie est administrée par un Directeur de nationalité française,

Il exerce ses pouvoirs sous l'autorité du Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire de la Province intéressée, représentée par un Conseil de Surveillance dont tous les membres sont français,

Il est assisté par un Conseil Consultatif composé de personnalités allemandes.

ART. 4 — Les Directeurs sont nommés par l'Administrateur Général,

Les membres du Conseil de Surveillance et du Conseil Consultatif sont nommés par le Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire de la Province intéressée.

ART. 5 — Un règlement intérieur fixe la composition du Conseil de Surveillance et du Conseil Consultatif.

ART. 6 — Ce règlement intérieur, établi selon les principes du droit allemand en la matière, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux buts visés par le Gouvernement Militaire, sera approuvé par décision de l'Administrateur Général.

ART. 7 — Chaque Régie est dotée de l'autonomie financière. Elle est autorisée à se faire consentir par la Reichsbank des avances pour constituer son fond de roulement. La Province intéressée est tenue de donner sa garantie à ces avances.

ART. 8 — Le plafond de ces avances est fixé pour chaque Régie par décision de l'Administrateur Général sur proposition du Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire de la Province intéressée et avis du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

ART. 9 — Ces avances portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement Militaire pour les avances de la Reichsbank aux Administrations publiques.

ART. 10 — Les recettes et dépenses d'exploitation de chaque Régie font l'objet d'un budget dont les résultats sont rattachés aux comptes de la Province intéressée. Une ligne „exploitation de la Régie provinciale de transports" sera prévue pour mémoire dans le budget de chaque Province.

ART. 11 — L'exploitation de la Régie prendra fin en vertu d'une décision de l'Administrateur Général.

Le Délégué Supérieur pour la Province désignera un liquidateur, qui prendra les mesures nécessaires sous son autorité.

Le Gouvernement Militaire pourra revendiquer la propriété de tout ou partie du matériel roulant, des approvisionnements et de l'outillage acquis par la Régie moyennant le versement de sa valeur à fixer à dire d'expert.

Cette valeur ne pourra être en aucun cas supérieure au prix d'achat diminué, en ce qui concerne le matériel roulant, et l'outillage, de l'amortissement calculé à raison d'un septième par année écoulée depuis la mise en service.

Ce versement sera porté en recette au compte de la Régie intéressée.

Les résultats de la liquidation seront rattachés au Budget provincial.

ART. 12 — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent Arrêté, qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 14 Janvier 1946

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

folgende

**VERFUGUNG.**

*Artikel 1. Für jede Délégation Supérieure de la Zone Française d'Occupation wird auf dem Gebiete des Beförderungswesens eine Selbstverwaltung errichtet mit der Aufgabe der Ausführung jeglicher Art von Transporten, die ihr vom Gouvernement Militaire vorgeschrieben werden.*

*Artikel 2. Der den Selbstverwaltungsorganen zur Verfügung gestellte Park von rollendem Material umfaßt :*

- 1) Material, das von der Wehrmacht herkommt, gemäß Bestimmung des Commandant en Chef Français en Allemagne,
- 2) Material, das von den Alliierten überlassen wird,
- 3) Material, das von Werkstätten im französischen Besetzungsgebiet hergestellt wird,
- 4) Eventuell Material, das von Formationen des Commandement des Transports Automobiles pour les Gouvernements Militaires des Territoires Occupés (T. A. G. M. T. O.) herkommt.

*Mit Genehmigung des Directeur Général de l'Économie et des Finances dürfen die Selbstverwaltungen im Bedarfsfall ausnahmsweise ihren Park durch Material, das im Wege der Requisition gewonnen ist, oder durch erworbenes oder gemietetes Material jeder anderen Herkunft ergänzen.*

*Artikel 3. Jede Selbstverwaltung wird durch einen Direktor französischer Nationalität geleitet.*

*Sie übt ihre Befugnisse im Namen des Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire des in Betracht kommenden Landes aus. Das Land wird durch einen Aufsichtsrat vertreten, dessen sämtliche Mitglieder Franzosen sind.*

*Ihm zur Seite steht ein aus Deutschen zusammengesetzter beratender Ausschuß.*

*Artikel 4. Die Direktoren werden vom Administrateur Général die Mitglieder des Aufsichtsrates und des beratenden Ausschusses werden vom Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire des in Betracht kommenden Landes ernannt.*

*Artikel 5. Eine interne Anweisung bestimmt die Zusammensetzung des Aufsichtsrates und des beratenden Ausschusses.*

*Artikel 6. Diese interne Anweisung wird nach den hierfür geltenden Regeln des deutschen Rechtes aufgestellt, soweit sie nicht mit den Zwecken der Militärregierung in Widerspruch stehen, und bedarf der Genehmigung des Administrateur Général.*

*Artikel 7. Jeder Selbstverwaltung wird finanzielle Selbständigkeit verliehen mit der Ermächtigung, zwecks Bildung eines Betriebsfonds Vorschüsse von der Reichsbank in Anspruch zu nehmen. Das in Betracht kommende Land hat für diese Vorschüsse Garantie zu leisten.*

*Artikel 8. Der Höchstbetrag dieser Vorschüsse wird auf Vorschlag des Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire des in Betracht kommenden Landes und nach Stellungnahme des Directeur Général de l'Économie et des Finances vom Administrateur Général für jede Selbstverwaltung festgesetzt.*

*Artikel 9. Die Vorschüsse sind zu dem Einsatz zu verzinsen, der vom Gouvernement Militaire für die Vorschüsse der Reichsbank an die Behörden der öffentlichen Verwaltung festgesetzt wird.*

*Artikel 10. Für die Betriebseinnahmen und -ausgaben jeder Selbstverwaltung ist ein Budget aufzustellen, dessen Endbeträge im Haushalt des in Betracht kommenden Landes aufzunehmen sind. Im Budget jedes Landes ist eine Rubrik „Betrieb des Beförderungswesens der Selbstverwaltung des Landes" als Memorandum einzusetzen.*

*Artikel 11. Der Betrieb der Selbstverwaltung endigt Kraft Verfügung des Administrateur Général.*

*Der Délégué Supérieur für das Land hat einen Liquidator zu bestimmen, welcher die notwendigen Maßnahmen in seinem Namen trifft.*

*Das Gouvernement Militaire kann das Eigentum des gesamten rollenden Materials oder eines Teiles hiervon, desgleichen der Vorräte und Gerätschaften, die von der Selbstverwaltung erworben werden, durch Zahlung in Höhe des von einem Sachverständigen festzusetzenden Wertes in Anspruch nehmen.*

*Dieser Wert darf keinesfalls den Anschaffungspreis übersteigen, vermindert, soweit es sich um rollendes Material und Gerätschaften handelt, um eine Amortisationsquote, die auf der Basis eines Siebentels für jedes abgelaufene Jahr seit Indienststellung zu berechnen ist.*

*Diese Zahlung wird als Einnahme auf das Konto der in Betracht kommenden Selbstverwaltung gesetzt.*

*Die Ergebnisse der Liquidation werden im Budget des Landes aufgenommen.*

*Artikel 12. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.*

Baden-Baden, den 14. Januar 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## ARRÊTÉ No 41

## de l'Administrateur Général réglementant l'organisation et le fonctionnement de la Direction de la Reichsbank dans la Zone Française d'Occupation

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne, en date du 28 Juillet 1945, maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié concernant le blocage et le contrôle des biens,

Vu l'ordonnance No 5 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 4 Septembre 1945, concernant le contrôle de l'économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

ART. 1 — La Direction de la Reichsbank ouvrira ses bureaux le 15 Février 1946, sous la dénomination suivante:  
en français: Direction de la Reichsbank pour la Zone Française d'Occupation,

en allemand: Leitstelle der Reichsbank für die Französische Zone.

ART. 2 — Cette Direction aura pour fonctions principales dans la Zone Française d'Occupation:

- La répartition des encaisses et l'approvisionnement en billets et monnaies métalliques de toutes les succursales (Stellen) et bureaux (Nebenstellen) de la Reichsbank.
- La compensation centrale des virements bancaires à l'intérieur de la zone et pour tous les transferts interzones.
- Le contrôle des opérations de crédit effectuées par les succursales et bureaux de la Reichsbank.
- L'inspection technique et périodique des succursales et bureaux de la Reichsbank et la vérification de leurs bilans d'exploitation, en liaison avec les contrôleurs français de la Reichsbank.
- Les nominations et mutations du personnel de toutes les succursales et bureaux de la Reichsbank.  
D'autres fonctions pourront être confiées ultérieurement à cette Direction par décision de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

ART. 3 — La Direction de la Reichsbank remplira ses fonctions dans la Zone Française d'Occupation, conformément aux statuts de la Reichsbank et à la législation en vigueur.

ART. 4 — Cet organisme sera géré par un Comité de Direction composé des Directeurs des succursales principales de Kaiserslautern et de Fribourg et de deux directeurs exécutifs qui seront nommés par la Direction Générale de l'Économie et des Finances,

Ce Comité se réunira une fois par mois au siège de la Direction de la Reichsbank.

Un Comité élargi se réunira au moins une fois tous les trois mois pour statuer sur les nominations et mutations de personnel, les 31 comptoirs de chaque province étant représentés par un Directeur de la Reichsbank.

Le Gouvernement Militaire de la Zone sera représenté à ces Comités par le Commissaire à la Reichsbank, assisté des contrôleurs des succursales de Fribourg et de Kaiserslautern.

Toutes les propositions de ces Comités devront être acceptées par le Commissaire à la Reichsbank avant d'être mises à exécution, ainsi que toutes les circulaires émanant de la Direction de la Reichsbank.

ART. 5 — La Direction de la Reichsbank aura son siège provisoire à Spire, dans l'immeuble de la Direction centrale des Postes, 2 Bahnhofstraße.

Ce siège pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

ART. 6 — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

Fait à BADEN-BADEN, le 5 Février 1946.

L'Administrateur Général

E. LAFFON.

## VERFUGUNG Nr. 41

## des Administrateur Général betreffend Organisation und Betrieb der Direktion der Reichsbank im französischen Besetzungsgebiet.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement des Commandant en Chef Français Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen,

Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français vom 4. September 1945 über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft im französischen Besetzungsgebiet

folgende

## VERFUGUNG.

Artikel 1. Die Direktion der Reichsbank öffnet ihre Schalter am 15. Februar 1946 unter folgendem Namen  
auf französisch: Direction de la Reichsbank pour la Zone Française d'Occupation

auf deutsch: Leitstelle der Reichsbank für die französische Zone.

Artikel 2. Die hauptsächlichen Aufgaben der Direktion in der französischen Zone sind folgende:

- Verteilung des Geldbestandes und die Versorgung sämtlicher Reichsbankstellen und -nebenstellen mit Banknoten und Metallgeld,
- Zentrale Verrechnung der Banküberweisungen innerhalb der Zone und für alle interzonalen Überweisungen,
- Kontrolle der Kreditoperationen der Reichsbankstellen und -nebenstellen,
- technische und zeitlich wiederkehrende Beaufsichtigung der Reichsbankstellen und -nebenstellen und die Prüfung ihrer Betriebsbilanzen in Gemeinschaft mit französischen Kontrolleuren der Reichsbank,
- Ernennung und Änderung des Personals sämtlicher Reichsbankstellen und -nebenstellen.

Weitere Aufgaben können der Direktion späterhin vom Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation anvertraut werden.

Artikel 3. Die Direktion der Reichsbank führt ihre Aufgaben in der französischen Zone in Übereinstimmung mit den Statuten der Reichsbank und den geltenden Gesetzen durch.

Artikel 4. Die Direktion wird von einem Direktionskomité geleitet, das aus den Direktoren der Hauptreichsbankstellen von Kaiserslautern und Freiburg und 2 Vollzugsdirektoren, welche von der Direction Générale de l'Économie et des Finances ernannt werden, zusammengesetzt ist.

Das Comité tritt monatlich einmal am Sitze der Direktion der Reichsbank zusammen.

Ein weiteres Comité versammelt sich alle drei Monate mindestens einmal, um über die Ernennung und die Veränderung des Personals zu beschließen, wobei die 31 Geschäftsstellen jedes Landes durch einen Direktor der Reichsbank vertreten werden.

Das Gouvernement Militaire der Zone wird in diesem Comité durch den Kommissär der Reichsbank vertreten, dem Kontrolleure der Reichsbankstellen von Freiburg und Kaiserslautern zur Seite stehen.

Alle Vorschläge dieser Comités müssen vor ihrer Ausführung vom Kommissär der Reichsbank angenommen sein; gleiches gilt für alle von der Direktion der Reichsbank ausgehenden Rundschreiben.

Artikel 5. Die Direktion der Reichsbank hat seinen vorläufigen Sitz in Speyer im Gebäude der Zentralpostdirektion, Bahnhofstraße 2.

Dieser Sitz kann durch Entscheidung des Directeur Général de l'Économie et des Finances an einen anderen Ort verlegt werden.

Artikel 6. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

Baden-Baden, den 5. Februar 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON